

éduquer

tribune laïque n° 193 avril 2025

Publication de la Ligue de l'Enseignement et de
l'Éducation permanente asbl

DOSSIER L'ÉCOLE MENACÉE PAR LES AUTORITARISMES?



Sommaire

Focus	
Les coups de cœur de la Ligue	p 4
Coup de crayon sur l'actu	
Le coup de crayon de Teresa Sdravovich	p 6
Actualités	
Université Inter-Âges de l'ULB: 50 ans de diffusion des savoirs	p 7
Quel avenir pour le numérique dans les hautes écoles?	p 9
Dossier	L'ÉCOLE MENACÉE PAR LES AUTORITARISMES?
L'École menacée par les autoritarismes?	p 13
Controverses autour de «l'extrémisme» à l'école	p 14
EVRAS, dans le feu des contestations	p 17
Célestin Freinet, l'enseignant antifasciste	p 20
«Quand l'extrême droite est au pouvoir, l'école est la première cible»	p 22
L'école sous Trump: une leçon conservatrice	p 24
L'extrême droite en Hongrie, un cas d'école?	p 28
Quand l'extrême droite rêve de faire école	p 31
Pour aller plus loin	p 35
Formation	
La pleine conscience, une invitation à la joie	p 37
Chronique	
Cours de FLE: un levier de cohésion sociale	p 41
Sciences	
La caféine, l'une de nos molécules préférées!	p 43

Couverture

Pierre-Paul

Pariseau est un illustrateur québécois, bénéficiaire de nombreux prix. Il travaille pour le monde de l'édition en Amérique du nord et en Europe. Il expose également ses créations personnelles à l'international, et notamment à Bruxelles où il a participé à l'exposition collective *The Brusseler* à la Maison



de l'Image en mars-avril 2021. Son travail a été présenté en 2019 dans le livre *The Illustrator. 100 Best from around the World*, publié par Taschen.

Pour en voir et savoir plus: pierrepaulariseau.com.



éduquer

est édité par

La Ligue
de l'Enseignement
et de l'éducation permanente asbl

Rue de la Fontaine, 2
1000 Bruxelles

Éditeur responsable
Roberto Galluccio

Direction
Patrick Hullebroeck

Responsable de la revue
Marie-Françoise Holemans

Mise en page
Éric Vandenhede

Réalisation
mmteam sprl

Ont également collaboré
à ce numéro:

Marie-Françoise Holemans
Marie Versele
Patrick Hullebroeck
Alexis Creten
Amauri Simon
Amélie Cocinas Garcia
Timothé Fillon
Laurence De Cock
Grégory Chambat
Sophie Fétu
François Chamaraux

dans ce numéro

Marie-Françoise Holemans, responsable de la revue *Éduquer*

Institution du questionnement, l'école est la cible privilégiée des extrémismes et de l'autoritarisme, au risque de menacer son existence et son projet émancipateur. Au travers du dossier **L'école menacée par les autoritarismes?**, la Ligue examine la manière dont ces courants radicaux s'attaquent à l'école émancipatrice, en situant la question dans une perspective historique, en particulier avec le cas de **Célestin Freinet dans les années 1930** et celui de **l'affaire EVRAS en 2023**. Mais aussi sous l'angle géographique, avec les attaques frontales envers l'éducation aux **États-Unis** et les menaces sur la profession enseignante en **Hongrie**. Loin de céder à l'alarmisme, ce dossier s'attache à proposer des pistes concrètes afin d'encourager et aiguïser notre vigilance collective.

Dans une société où tout se complexifie, se conteste et peut rapidement dériver loin du raisonnement scientifique, l'accès à la connaissance permet de se forger une opinion citoyenne et libre. C'est précisément la mission que s'est donnée il y a 50 ans **l'Université Inter-Âges de l'ULB**, qui met les savoirs à la portée du plus grand nombre, sans distinction d'âge ni de diplôme. Au travers de plus de 70 conférences annuelles, elle propose un éclairage multidisciplinaire sur le monde, basé sur les tout derniers développements de la recherche.

Depuis plusieurs décennies, les outils numériques ont progressivement transformé le paysage éducatif. Après une accélération durant la pandémie, la question de **l'avenir du numérique, en particulier dans les hautes écoles** se pose aujourd'hui. Une numérisation qui a fait émerger une nouvelle profession au sein de l'enseignement, celle de technopédagogue.

Pour améliorer sa relation à sa propre vie et aux autres, notamment dans son contexte de travail, la Ligue propose la formation **Réduire le stress par la pleine conscience**, directement inspirée du cycle MBSR. Ce chemin expérientiel invite à une attention volontaire à l'instant présent, afin de vivre une vie plus présente, plus bienveillante et plus détendue.

Du côté du secteur interculturel, la Ligue dresse le bilan d'une année de **cours de FLE, ce formidable levier de cohésion sociale** à Bruxelles. Le taux de participation fluctuant des apprenant-es nécessite des aptitudes particulières pour transmettre notre langue à ce public volatile, en grande difficulté socioculturelle et économique, et qui a profondément besoin d'être compris, considéré et visibilisé.

Objet de nombreux questionnements scientifiques, nous verrons que **la caféine est l'une de nos molécules préférées**. Cette étonnante substance stimulante et euphorisante est consommée partout sur le globe et elle est aussi la seule substance psychoactive légale dans le monde!

Excellente lecture!

Stages résidentiels d'été Du 30 juin au 4 juillet 2025

À la recherche d'une manière inspirante d'entamer l'été? Venez profiter de quelques journées placées sous le signe de la créativité et du ressourcement! L'équipe formation de la Ligue vous a concocté un programme de stages résidentiels dans un nouveau lieu durant la première semaine de juillet.

Les stages

- Chanter pour le plaisir! *Par Marcelle De Cooman et Jean-Pierre Van Der Steen*
- Déployer son arbre de vie. *Par Alain Merzer*
- Écriture et contes en atelier: du souvenir écrit au conte raconté. *Par Stéphane Van Hoecke*
- Se découvrir soi pour tisser du beau lien et construire des ponts vers le monde! *Par Sophie Fétu*

Informations et inscriptions

Rendez-vous à la page:

<https://ligue-enseignement.be/formations>.

Notre nouveau centre de stages

Domaine provincial de Wégimont
Chaussée de Wégimont 76
4630 Ayeneux

Durant votre stage, vous bénéficierez gratuitement de l'accès au parc arboré et au complexe de piscines!



Retrouvez notre équipe de formatrices et formateurs ainsi que notre programme de formations sur:

www.ligue-enseignement.be

Le droit de s'opposer

Le régime démocratique a ceci de particulier qu'il intègre, dans son fonctionnement ordinaire, l'expression de l'opposition à la politique menée par les gouvernements. Non qu'il s'agisse d'empêcher les gouvernants légitimes d'agir, mais parce que l'expression pacifique des désaccords participe en démocratie du processus décisionnel et contribue à la formation de l'opinion publique.

La bonne santé d'un État démocratique se traduit par l'existence d'organes de contrôle et de surveillance qui ont une garantie d'indépendance suffisante pour pouvoir critiquer, contester, voire annuler des décisions, des législations ou des politiques gouvernementales. Ainsi d'une Cour constitutionnelle ou, en Belgique, de la Cour des comptes par exemple. Un État démocratique dispose, en son sein ou sous une forme parastatale, d'organes à caractère public, chargés de la protection des citoyens – cette protection pouvant les conduire à s'opposer à des actes posés par des autorités publiques ou relevant de personnes privées. Ainsi en est-il du Centre interfédéral indépendant UNIA qui lutte contre les discriminations (liées au genre, à la race, aux convictions, au handicap) ou de la Direction de l'égalité des chances au sein du ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB).

La vitalité d'une société démocratique conduit aussi à des législations qui visent, par exemple, «l'analyse critique de la société, la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives, le développement de la citoyenneté active et l'exercice des droits civils et politiques, sociaux, économiques, culturels et environnementaux», comme dans le décret de l'éducation permanente de la FWB qui soutient l'action des associations comme la Ligue.

Il est vrai, la fonction critique dans la société est souvent assumée par les associations et c'est en cohérence avec son caractère démocratique que la Belgique prévoit, dans l'article 27 de sa Constitution, le droit des Belges de s'associer et l'interdiction de toute mesure préventive qui limiterait l'exercice de ce droit.

Les régimes ou les gouvernants qui cherchent à limiter le droit de s'opposer et de critiquer s'éloignent de l'esprit démocratique et subvertissent la nature même de la démocratie. Il faut s'en inquiéter.

Patrick Hullebroeck, directeur

Outil pédagogique

Y'a pas de planète B

Les informations relatives à l'environnement abondent et nous inondent. Face à cette avalanche d'informations, comment décrypter le vrai du faux et y voir un peu plus clair? *Y'a pas de planète B* est une série de courtes vidéos proposée par la RTBF qui démystifient les questions climatiques que nous n'osons pas toujours poser. Le climat peut-il se refroidir tout seul? Comment avoir du style sans détruire la planète? Vol en jet privé ou avoir un chien: c'est quoi le pire? En quinze minutes, chaque épisode explore avec l'aide d'experts des sujets essentiels liés à l'écologie.

Plus d'infos: <https://auvia.rtb.be/emission/y-a-pas-de-planete-b-23824> ou www.youtube.com/playlist?list=PLThnUt_5q6GMfvRU6fQ4VuiJT2IEGdNrl



Association

Le Centre Féminin d'Éducation Permanente

Le Centre Féminin d'Éducation Permanente (CFEP) est une association féministe, pluraliste et interculturelle fondée en 1956 de l'initiative de six femmes engagées qui souhaitaient créer un espace de rencontre pour les femmes de toutes opinions. Officiellement reconnue comme organisme d'éducation permanente en 1971, elle a pour mission principale de lutter contre les discriminations de genre et de renforcer la sororité, l'interculturalité et la citoyenneté active à travers diverses actions.

Le CFEP organise des formations, ateliers et débats qui favorisent l'égalité des genres et l'émancipation des femmes, particulièrement celles peu ou pas scolarisées. Il met l'accent sur la sororité en questionnant les rapports de domination et en encourageant la solidarité entre femmes, tout en valorisant les différences intergénérationnelles et interculturelles.

L'association aborde également les questions sociales, politiques et environnementales pour encourager une prise de conscience militante. Son équipe permanente, appuyée par des bénévoles, anime des activités accessibles aux personnes de tous âges et origines, visant à faire des différences une force pour l'égalité.

Plus d'infos: <https://cfep.be/>



Brochure

(Se) Raconter pour transmettre

Question Santé vous propose de découvrir sa nouvelle brochure d'éducation permanente *(Se) Raconter pour transmettre*, réalisée avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette brochure explore les récits de vie, leur importance et leurs fonctions. Elle examine pourquoi certaines personnes choisissent de raconter leur histoire ou celle de quelqu'un de proche, et comment ce processus peut servir de transmission entre individus, générations et cultures.

La brochure est disponible gratuitement en version numérique sur le site de l'asbl Question Santé ou en version papier sur commande par mail.

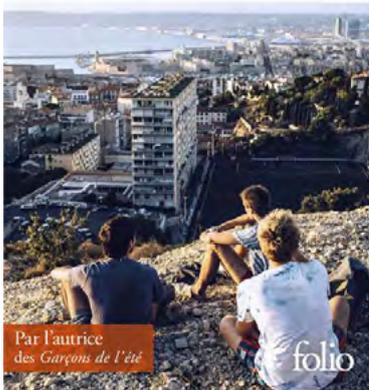
Plus d'infos: <https://questionsante.org/outils/se-raconter-pour-transmettre/>



Littérature

Il est des hommes qui se perdront toujours, de Rebecca Lighieri

Rebecca Lighieri
Il est des hommes
qui se perdront toujours



«Nous étions trois à avoir été décapités dès l'enfance, trois à qui on avait refusé tout épanouissement et toute floraison, trois à n'être rien ni personne.»
Tout débute par le meurtre brutal de Karl Claès, patriarche d'une famille de trois enfants: Karl à la beauté angélique,

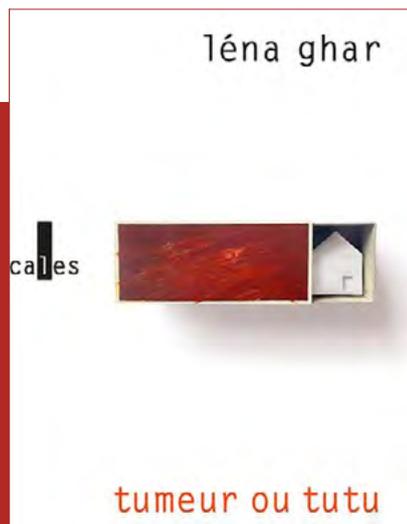
Hendricka au charme envoûtant et le fragile Mohand, cible privilégiée de la cruauté du père. Nichée dans la cité Antonin Artaud des quartiers Nord de Marseille, la famille Claès vit au gré des humeurs changeantes d'un père tyrannique et toxicomane. Comment survivre dans une famille où la terreur quotidienne a remplacé l'amour et comment échapper à un destin forcément tragique?
Il est des hommes qui se perdront toujours est une fresque familiale déchirante qui s'étend des années 1980 aux années 2000. Entre violence familiale, maltraitance, addiction et misère sociale, Lighieri nous confronte aux traumatismes d'une enfance saccagée, tout en questionnant la possibilité d'échapper à son destin.
À travers une écriture ciselée, sobre et juste, l'auteure nous offre une œuvre littéraire ambitieuse et sans concession qui explore les mécanismes implacables de la reproduction sociale et de la violence familiale de la France des laissés-pour-compte.

Littérature

Tumeur ou tutu, de Léna Ghar

«Dans le noir, la monstre fait même peur aux loups enragés sous mon lit sauf que je ne peux pas m'enfuir de ma peau. Je veux que quelqu'un la tue mais personne ne la voit. Je veux qu'elle meure mais je ne sais pas comment elle s'appelle. Je cherche son nom partout.»

Une petite fille grandit... Évoluant dans un foyer dysfonctionnel, entourée d'une mère violente surnommée Novatchok et d'un père effacé appelé Swayze, elle est protégée par son grand frère Grandoux et deviendra la protectrice de son petit frère Petit Prince. Pourtant, elle est hantée par une «monstre horrificante» qui la poursuit nuit et jour jusque dans sa vie d'adulte. Pour survivre, elle développera un langage singulier pour exprimer son mal-être et donner un sens à son existence carcérale qu'elle nomme «praison».
Premier roman original et étrange, *Tumeur ou tutu* est une œuvre qui séduit par son inventivité linguistique qui transcende le simple récit de maltraitance. À travers un néolangage créatif, émaillé de mots-valises, et l'utilisation inattendue des mathématiques comme mode de pensée, l'auteur construit en chapitres brefs une quête identitaire lumineuse malgré sa gravité. Sans jamais sombrer dans le misérabilisme, le texte démontre avec brio comment les mots peuvent devenir des remparts contre la violence familiale. Un premier roman surprenant et prometteur!



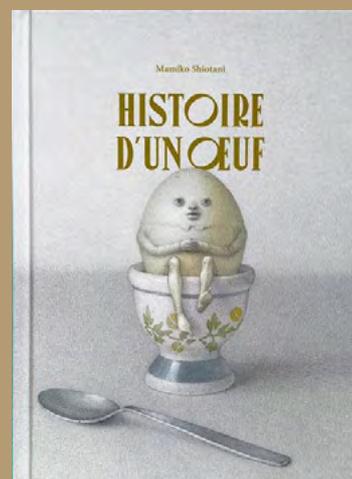
Jeunesse

Histoire d'un œuf, de Mamiko Shiotani

«Je crois que je suis resté longtemps dans la cuisine, simplement posé là sans bouger. Bien plus longtemps que les autres œufs. En fait, je n'en sais rien. Parce que pendant ce temps-là je ne pensais à rien... Et puis un jour soudainement, une idée m'est venue: pourquoi est-ce que je reste posé là, comme ça, tout le temps?»

Un œuf vit tranquillement dans une cuisine paisible. Soudain, il ouvre les yeux et se pose une question essentielle: pourquoi reste-t-il immobile, enfermé dans sa coquille, figé dans une existence sans mouvement? Ce questionnement marque le début d'une aventure inattendue: il découvre qu'il peut bouger et danser! Il fait alors la rencontre d'un marshmallow avec qui il expérimente l'usage de la parole. Les deux comparses vont alors se lier d'amitié, explorer leur environnement et se poser plein de questions philosophiques!

Histoire d'un œuf, c'est l'histoire d'une amitié improbable entre un œuf et un marshmallow. Une fable existentielle remplie d'humour et de tendresse qui interroge avec poésie les thèmes de l'identité, de la liberté, de la collectivité et de la quête de sens.



Outil pédagogique

Maltraitance infantile: quelle prise en charge à l'école?

Proposé par la Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant, l'outil pédagogique *Maltraitance infantile: quelle prise en charge à l'école?* propose de répondre aux nombreuses interrogations que se pose le secteur de la petite enfance. Conçu principalement pour les professionnels travaillant avec des enfants confrontés à des situations de maltraitance potentielle, l'outil se compose d'une série de capsules audio qui rassemblent des entretiens avec divers spécialistes des domaines de l'enfance, de la jeunesse, de la recherche, de la psychologie et du médical, complétés par des témoignages d'adultes ayant subi des abus durant leur enfance.

Plus d'infos: <https://lacode.be/publication/maltraitance-infantile-quelle-prise-en-charge-a-lecole/>



Aide et protection de l'enfance et la jeunesse
Droits de l'enfant - Education - Violence & exploitation

**MALTRAITANCE
INFANTILE :**
**LE RÔLE DE L'ÉCOLE
DANS LA PRISE EN
CHARGE**





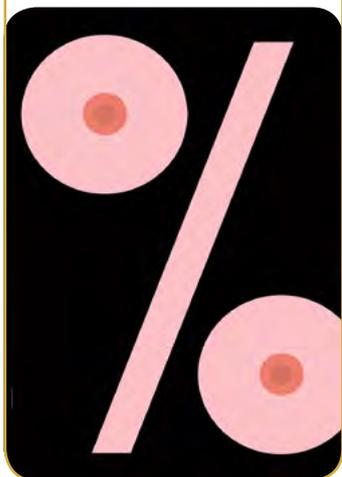
Université Inter-Âges de l'ULB 50 ans de diffusion des savoirs

Rendre l'université accessible à toutes et tous, sans distinction d'âge ni de diplôme, fut le projet pionnier du professeur Jean Teghem quand il fonda le CEPULB en 1975. En mettant le savoir à la portée du plus grand nombre, il visait le développement d'une opinion citoyenne et libre, grâce au partage d'idées neuves et à un éclairage multidisciplinaire sur le monde. Des préoccupations toujours aussi actuelles et nécessaires.



Coup de crayon sur l'actu

Teresa Sdravlevich est graphiste, illustratrice, auteure et sérigraphie. Elle aime par-dessus tout donner forme à une idée de façon synthétique – d'où son grand amour pour l'affiche. Dans ses ateliers, Sdravlevich transmet des outils graphiques pour que chacun et chacune puisse s'exprimer et, idéalement, protester. www.teresasdravlevich.net
[@teresasdravlevich](https://twitter.com/teresasdravlevich)



Cinquante ans après sa fondation, le Conseil de l'Éducation Permanente de l'Université libre de Bruxelles (CEPULB), aussi appelé Université Inter-Âges, est une dynamique association qui réunit plus de 1500 membres qu'anime une même soif de savoir, doublée d'un désir de liens sociaux de qualité. Chaque année, les membres peuvent assister à 73 conférences couvrant des thèmes d'actualité dans tous les domaines de la connaissance. Ces conférences sont données par des professeur-es universitaires, des chercheurs et chercheuses et des expert-es renommé-es dans leur domaine.

Dans une société où tout se complexifie, se conteste et peut rapidement dériver loin du raisonnement scientifique, ces universitaires diffusent des informations basées sur les tout derniers développements de la recherche, en présentant l'avancement de leurs travaux et leurs derniers apports à la science.

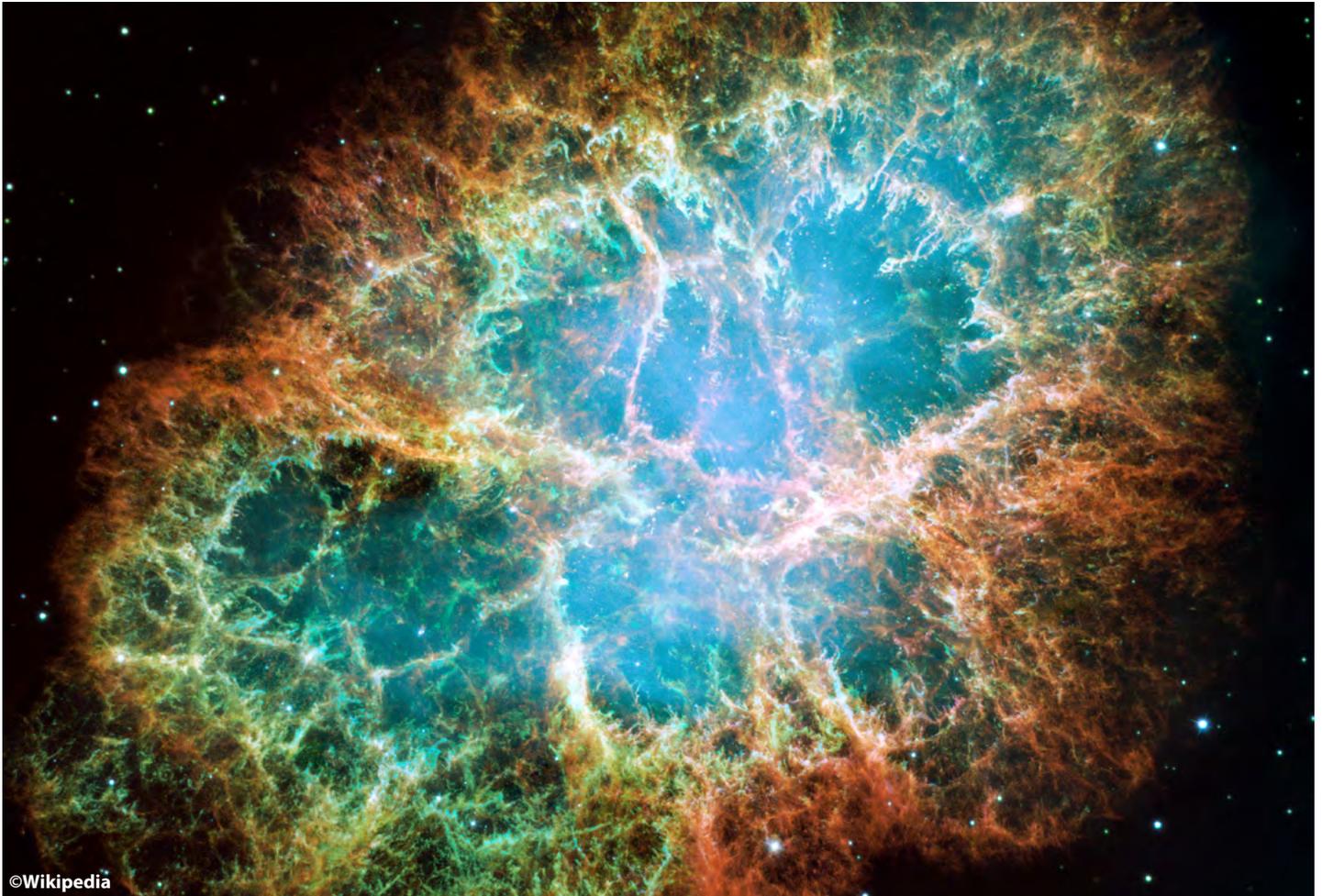
Cette mise à la disposition du plus grand nombre de la culture scientifique et des savoirs a d'ailleurs été saluée par le vice-recteur de l'ULB Marius Gilbert¹ lors des conférences exceptionnelles du 50^e anniversaire du CEPULB données par le professeur Cédric Blanpain et la professeure Sophie Van Eck²: «Il y a cinq ans, les scientifiques dont je suis étaient projetés presque du jour au lendemain dans les médias pour expliquer, rassurer, décoder, éclairer. Au travers de cette mission, j'ai pris conscience de la faiblesse de la culture scientifique dans la société. La science, les savoirs sont loin d'être omniprésents, et cela nous pose un grand nombre de difficultés en tant

que société, dès lors qu'on doit rencontrer des défis parfois très complexes, qu'on doit pouvoir leur apporter des réponses à la hauteur de cette complexité, qui évitent justement des explications simplistes exacerbant souvent les difficultés.»

Lutter contre la rupture de confiance

«On sait que les sciences et les savoirs sont au cœur des grands enjeux contemporains, poursuit Marius Gilbert. Quand il y a une rupture de confiance entre la gouvernance et la citoyenneté, on voit des montées de populisme. Quand il y a une rupture de confiance entre la citoyenneté et les savoirs, il y a les complotismes. Et quand il y a une rupture de confiance entre la gouvernance, les savoirs et le monde de l'expertise, on a le trumpisme. Et quand on a les trois, il devient très difficile de faire face à toute une série de défis auxquels nos sociétés sont confrontées.»

Citant les attaques sans précédent sur le monde des savoirs et de l'expertise aux États-Unis, qui voient leurs universités directement menacées dans leurs financements et réorientées sur certaines thématiques, Marius Gilbert s'indigne: «Nous devons nous montrer solidaires de nos collègues américains. Mais ce serait une erreur de penser que ce problème n'est pas le nôtre. L'extrême droite progresse partout, en Europe aussi, et nous ne sommes pas à l'abri d'un obscurantisme qui naîtrait dans notre pays. La meilleure manière de lutter, c'est de faire lien. Et les universités doivent participer à cet effort collectif. Elles doivent s'ouvrir sur la cité, sortir de l'image un peu élitiste qui leur est parfois collée, mieux faire comprendre



©Wikipedia

ce qu'elles font, quel est leur rôle, non seulement en termes de savoirs, mais aussi en termes de méthode, pour expliquer ce qu'est la différence entre un fait scientifique et une opinion, devenir des lieux qui peuvent être fréquentés par toutes et tous, à tous les stades de la vie, et surtout continuer à faire comprendre qu'elles sont des acteurs de progrès pour et avec l'ensemble de la société. Cette mission fondamentale de médiation scientifique, le CEPULB la poursuit depuis 50 ans et c'est remarquable.»

Une stimulation intellectuelle et physique

À côté de l'accès aux nombreuses conférences, les membres du CEPULB ont aussi à leur disposition un grand choix d'activités. Les liens intergénérationnels sont particulièrement favorisés à l'Université Inter-Âges grâce à l'accès aux cours facultaires aux côtés d'étudiant-es, aux labos scientifiques organisés en tandem avec les petits-enfants ou encore aux tables de conversation en langue étrangère avec des étudiant-es. Parallèlement, de nombreuses sorties sont proposées, comme des excursions et visites culturelles en Belgique et

«Les universités doivent mieux faire comprendre quel est leur rôle, non seulement en termes de savoirs, mais aussi en termes de méthode, pour expliquer ce qu'est la différence entre un fait scientifique et une opinion.»

à l'étranger, des voyages de découverte, des ateliers nature et artistiques, et des pratiques sportives adaptées telles le yoga, le tai ji, la marche ou le vélo.

Ces cinquante années de diffusion de la connaissance, de développement de liens sociaux et de convivialité, Claude Boffa, le président du CEPULB, les justifie fièrement en ces termes: «Quand on sait le rôle crucial que jouent les relations sociales et la stimulation intellectuelle et physique dans la santé des personnes qui avancent en âge, on comprend à quel point nos activités sont précieuses et nécessaires!»

1. Marius Gilbert est vice-recteur à la recherche et à la valorisation, ainsi que vice-recteur à la culture et à la médiation scientifique de l'Université libre de Bruxelles.
2. Cédric Blanpain est médecin, spécialiste des cellules-souches et du cancer. Sophie Van Eck est astrophysicienne, spécialiste des étoiles géantes.

Plus d'infos sur <https://cepulb.odoo.com/>

Quel avenir pour le numérique dans les hautes écoles?

Les outils numériques transforment progressivement le paysage éducatif depuis plusieurs décennies. Leur adoption s'est particulièrement accélérée durant la pandémie de Covid-19, qui a imposé une transition massive vers l'enseignement à distance. Mais ce passage contraint et rapide interroge quant à sa pérennité. Quels sont les enjeux, défis et perspectives des usages numériques, en particulier dans les hautes écoles?

Les pratiques numériques développées durant la pandémie sont-elles destinées à s'inscrire durablement ou risquent-elles de disparaître avec le retour au présentiel? Et plus généralement, où en est l'adoption des outils numériques dans les hautes écoles belges francophones? Bien qu'elles accueillent près de quatre étudiants sur dix – soit presque autant que les universités – les hautes écoles apparaissent trop souvent négligées dans les recherches scientifiques. Pourtant, elles sont différentes sur bien des points que nous devons prendre en compte si l'on souhaite comprendre ce qui s'y passe.

Contrairement aux universités, les hautes écoles accueillent une population étudiante plus restreinte et généralement moins favorisée. Elles sont souvent dispersées géographiquement et proposent des formations plus professionnalisantes. En raison de leur petite taille, elles disposent de moyens plus limités, tant sur le plan financier qu'humain. Toutes ces caractéristiques influencent à la fois les défis qui se posent à elles, mais aussi les moyens dont elles disposent pour y faire face.

Politiques publiques: orienter sans contraindre

L'enseignement supérieur est pris au sein de deux logiques contradictoires. D'un côté, les établissements sont autonomes pour définir et mener à bien leurs ambitions et les équipes enseignantes bénéficient d'une large liberté pédagogique. De

l'autre, l'enseignement est pris dans un contexte budgétaire tendu et n'échappe pas au *New Public Management* qui tend à gérer les services publics comme des entreprises privées dans un objectif d'efficacité économique.

Concrètement, les politiques publiques incluent ces logiques en proposant des incitants et des contraintes indirectes. Par exemple, le plan de relance européen a offert des fonds pour équiper les institutions en matériel numérique et recruter des technopédagogues. Cependant, l'obsolescence rapide des équipements et l'incertitude quant au maintien des postes créés limitent leurs effets à long terme.

Du côté de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le décret Paysage impose l'usage d'une plateforme en ligne pour donner accès aux supports de cours, la réforme de la formation initiale accroît la place du numérique dans la formation des futurs enseignant-es de l'obligatoire (et donc au sein des hautes écoles qui les forment) et la formation du CAPAES¹ à destination des enseignant-es favorise le développement de compétences facilitant l'intégration du numérique, encourageant ainsi l'emploi du numérique en haute école.

Le rôle des institutions: entre soutien et contraintes

Les hautes écoles adoptent des approches variées concernant le numérique. Certaines favorisent l'innovation en offrant des formations et

©Alexas Fotos - Pixabay.com



«Les compétences techniques ne suffisent pas: intégrer le numérique dans l'enseignement nécessite également des aptitudes pédagogiques.»

en mettant en place des cellules technopédagogiques, tandis que d'autres peinent à fournir un accompagnement adéquat. Cette disparité s'explique par des différences de moyens mais aussi par des choix stratégiques qui découlent tant de priorités que de visions divergentes du numérique.

Parmi ces visions, nous en relevons trois qui encouragent l'usage du numérique: l'adaptation à la société numérique, afin de préparer les étudiant·es aux réalités du monde numérique ainsi qu'au futur milieu professionnel; la compétitivité, pour attirer davantage d'étudiant·es en positionnant l'établissement comme étant à la pointe; la solution aux contraintes, qui permet de résoudre des problèmes institutionnels tels que le manque de locaux par des formats hybrides ou comodaux ou le morcellement géographique des institutions.

Les politiques institutionnelles varient de ce fait grandement d'un établissement à l'autre, allant de l'interdiction de l'enseignement en distanciel à son imposition dans une certaine proportion. Notons que

ces positionnements peuvent varier selon les départements d'un même établissement. En effet, la structure décentralisée des hautes écoles donne beaucoup de poids aux directions départementales qui peuvent appliquer différemment les politiques, au risque de menacer leur cohérence.

Le mythe des digital natives

Les enseignant·es conçoivent leurs dispositifs pédagogiques en fonction des caractéristiques, réelles ou supposées, de leurs étudiant·es. Beaucoup estiment que les cours magistraux ne correspondent plus aux attentes, mais les avis divergent sur la manière de répondre à cette évolution. Certains considèrent que les jeunes, surexposés aux écrans, bénéficieraient davantage d'une pédagogie favorisant les interactions en présentiel. D'autres pensent qu'un retour en arrière est impossible et que le numérique doit être intégré, tant pour fragmenter les contenus et capter l'attention que pour rendre les cours plus ludiques. Cependant, la plupart des enseignant·es s'accordent à

dire que les cours à distance fonctionnent mal avec des jeunes adultes manquant d'autonomie et conviennent plutôt à un public adulte en reprise d'études.

La fracture numérique, elle, reste un obstacle majeur. La pandémie a révélé que certain·es étudiant·es devaient rédiger leurs travaux sur leur smartphone ou suivre des cours en ligne dans des conditions précaires, faute d'équipement ou de connexion adéquate. En matière de compétences, bien que les jeunes générations soient souvent perçues comme *digital natives* et maîtrisant les nouvelles technologies, de nombreux jeunes éprouvent en réalité des difficultés à les utiliser dans le cadre de leurs études.

Entre fracture numérique et émulation du corps enseignant

Comme les étudiant·es, les enseignant·es font face à la fracture numérique, dont le confinement a révélé toute l'étendue. Cette fracture touche tant l'équipement – absence d'ordinateur personnel – que les compétences. Ainsi, si certains profs explorent

des outils avancés comme l'intelligence artificielle, d'autres éprouvent des difficultés avec des logiciels de base.

Mais les compétences techniques ne suffisent pas: intégrer le numérique dans l'enseignement nécessite également des aptitudes pédagogiques. Or, les enseignant·es sont recruté·es pour leurs compétences professionnelles et peuvent manquer de bagage pédagogique nécessaire à une bonne intégration du numérique éducatif.

Ces difficultés sont exacerbées par la multiplicité et l'évolution rapide des outils, mais aussi par un accroissement de la charge administrative et par l'absence de stratégie de formation professionnelle dont toute la responsabilité revient aux enseignant·es.

Nous relevons également des attitudes très variables envers le numérique. Si certains enseignant·es l'adoptent par intérêt personnel ou pour préparer les étudiant·es à leur avenir professionnel, d'autres s'y opposent, craignant une transformation de leur rôle ou une surveillance institutionnelle. Cependant, nous constatons que les dynamiques communautaires telles que l'émulation entre pairs et le partage de pratiques jouent un rôle prépondérant dans le changement d'attitude, en facilitant une adoption progressive et concrète des outils numériques.

Des risques et des bénéfices

Le numérique est à double tranchant. Parmi ses qualités, il offre une flexibilité qui abolit les limites temporelles et spatiales, simplifie la gestion des supports pédagogiques et facilite l'accès aux ressources, même pour des besoins spécifiques. Il favorise également l'autonomie des étudiant·es, leur permettant d'apprendre à leur rythme et de s'autoévaluer grâce à des exercices interactifs, tout en libérant l'enseignant·e de certaines tâches, telles que la correction, pour se concentrer sur ce qui est jugé important, comme le traitement de l'erreur. Il enrichit aussi les interactions pédagogiques, notamment dans les grands groupes, grâce à des outils comme les sondages ou les salles collaboratives virtuelles.

Néanmoins, son usage soulève plusieurs risques. La multiplication des plateformes peut désorienter étudiant·es et enseignant·es, et son usage brouille souvent les frontières entre vie privée et académique. Certains redoutent également que le numérique creuse les inégalités d'engagement, d'accès et de réussite. Enfin, les relations humaines, centrales à l'enseignement, sont

parfois perçues comme affaiblies par la réduction des interactions directes.

La pandémie, un laboratoire à ciel ouvert

La pandémie a eu un effet assez ambivalent. D'un côté, elle a fait office de catalyseur en obligeant les enseignant·es à expérimenter de nouveaux outils et formats pédagogiques tout en développant leurs compétences. De l'autre, un grand nombre ont vécu douloureusement cette période, conduisant à un rejet du numérique.

À mesure que nous nous en éloignons et que ses effets se dissipent, nous pouvons tirer des leçons de cette expérience. Le vécu a d'abord varié selon le degré de préparation des enseignant·es, en particulier de leurs compétences technopédagogiques et de la préexistence de dispositifs de cours incluant l'outil numérique. Ensuite, la préparation des institutions et leurs capacités à soutenir techniquement et émotionnellement leur équipe éducative. Enfin, la mise en place de dispositifs tirant véritablement profit des possibilités du numérique a conduit à une meilleure expérience, alors qu'une inadaptation au format a mené à un sentiment de perte de qualité, par exemple lorsque l'enseignant·e transposait simplement son cours du présentiel au distanciel.

Quelle place pour le numérique en haute école?

Chaque situation est spécifique et aucune règle ne permet de définir *a priori* l'usage optimal du numérique de façon générale. Il revient à chacun et chacune d'analyser le moyen le plus adapté d'atteindre ses objectifs au regard du contexte spécifique de cours et des moyens à sa disposition. Comme le résume une enseignante: «*Pourquoi je le fais? Pour qui je le fais? Qu'est-ce que je veux que la personne sache faire à la fin? Et que me permet l'outil? Et si ça matche, alors ça veut dire que l'outil te permet de le faire.*»

Néanmoins, plusieurs éléments permettraient d'améliorer l'intégration du numérique lorsque son usage est pertinent. Il s'agirait d'abord de développer une stratégie globale et cohérente. En effet, les initiatives actuelles, souvent isolées, doivent être intégrées dans une vision d'ensemble, adaptée aux spécificités des hautes écoles. Ensuite, le renforcement des compétences des enseignant·es et étudiant·es ainsi que du soutien institutionnel est nécessaire pour éviter la détérioration de l'apprentissage et le creusement des écarts entre étudiant·es. La formation continue des enseignant·es doit aussi faire

l'objet de réflexions. L'inclusion passe également par l'accès aux ressources et aux équipements. Plutôt que des logiciels propriétaires (et onéreux), des solutions libres tels Moodle offrent un accès à toutes et tous par leur gratuité et une gouvernance plus transparentes.

Évaluer les outils et les pratiques

Chaque innovation doit être analysée selon ses apports pédagogiques réels. Les technologies ne doivent pas être adoptées pour elles-mêmes mais pour répondre à des besoins clairement identifiés, avec parcimonie pour éviter les risques sur la santé physique, mentale et sociale d'une surexposition au numérique.

Et si le numérique prépare les étudiant·es au marché du travail, il doit aussi leur permettre de développer une pensée critique et des compétences citoyennes, souvent oubliées dans la course à la technologie. Nul doute cependant que les transformations provoquées par le numérique – et l'intelligence artificielle – n'en sont qu'à leur début. Pour y faire face et en tirer parti, l'enseignement devra se renouveler sans perdre de vue ses idéaux d'émancipation et de contribution à la société de demain.

1. Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur.

TECHNOPÉDAGOGUE, UN NOUVEAU MÉTIER

La numérisation de l'enseignement a fait apparaître une nouvelle figure parmi les acteurs pédagogiques: celle des technopédagogues. Véritablement mis en lumière par la pandémie de Covid-19, ces derniers s'occupent principalement de l'implémentation des outils technologiques et numériques au sein de l'enseignement.

En Fédération Wallonie-Bruxelles, les technopédagogues poursuivent trois objectifs principaux: l'amélioration des pratiques enseignantes dans le but de favoriser la réussite étudiante, la promotion de nouveaux outils numériques en mettant notamment en évidence leurs plus-values, et l'harmonisation de l'offre technopédagogique proposée par leur institution.

Pour atteindre ces objectifs, ces spécialistes proposent aux enseignant·es de les accompagner dans l'élaboration de leurs cours, organisent des formations techniques et/ou pédagogiques, et sensibilisent leurs collègues aux nouveautés technologiques. Enfin, les technopédagogues prônent une utilisation réfléchie des outils numériques et le respect de la liberté pédagogique des enseignant·es.



L'ÉCOLE MENACÉE PAR LES AUTORITARISMES?

Dans l'enfer des camps décrit par Primo Levi, un garde nazi arrache un glaçon au narrateur assoiffé. À sa question «Pourquoi?», la réponse est glaciale: «Ici, il n'y a pas de pourquoi.» Cette interdiction rejoint ce qu'Umberto Eco identifie comme l'une des caractéristiques du fascisme: «La vérité a déjà été énoncée une fois pour toutes et l'on ne peut que continuer à interpréter son obscur message.»

D'un extrême à l'autre, l'école – institution du questionnement – devient naturellement la cible privilégiée des autoritarismes. Comme le souligne l'historienne Laurence De Cock, «partout où s'impose l'extrême droite, l'éducation est la première cible». C'est autour de ce constat que s'articule notre dossier, où dialoguent sociologues, géographes, politologues, syndicalistes, militant·es et enseignant·es. Loin de céder à l'alarmisme, ce dossier propose une perspective géographique et historique pour aiguïser notre vigilance collective.

Ainsi, les menaces fascistes subies par Célestin Freinet dans la France des années 1930 trouvent un écho dans les flammes de l'affaire EVRAS de 2023: agressions et désinformation, orchestrées par les extrêmes. Ministre de l'Éducation à cette époque, Caroline Désir le rappelle dans nos colonnes: «L'État de droit était menacé.»

Si l'école est la fabrique du questionnement, les profs sont les artisans du «Pourquoi?». Une profession menacée quand les extrêmes prennent le pouvoir, comme le témoignent trois enseignantes hongroises. Aux États-Unis, les guerres culturelles menées dans les écoles ont servi de tremplin à la réélection de Donald Trump. Désormais au pouvoir, le président s'attaque frontalement à l'éducation.

Ces extrémismes partageraient une même «haine de l'égalité» selon la clé de lecture proposée par le philosophe français Jacques Rancière. Sa conception de la démocratie nous invite à considérer le peuple non comme une race, une religion ou un ensemble figé de valeurs, mais comme l'incarnation d'une remise en question permanente, à travers le débat d'idées: la politique. C'est précisément cette capacité au questionnement que l'école émancipatrice s'efforce de cultiver, et que les mouvements autoritaires cherchent à étouffer.

Controverses autour de «l'extrémisme» à l'école

Une brise de panique souffle sur l'enseignement: les écoles sont-elles menacées par la «radicalisation»? Entre alertes médiatiques et résultats d'études scientifiques, le débat révèle des enjeux tant pédagogiques que politiques. Gros plan sur une problématique qui dépasse largement les enceintes scolaires.

Le 12 décembre 2024, la ministre de l'Éducation Valérie Glatigny (MR) tirait la sonnette d'alarme sur la RTBF au sujet de ce qu'elle qualifie de «montée des extrémismes à l'école». Elle évoquait notamment des cas d'autocensure dans la profession enseignante, affirmant: «Il y a eu plusieurs signalements de ce type-là, y compris via des appels. Il y a un numéro d'écoute pour les enseignants, on a vu une augmentation des appels».

Des statistiques contestées

Pour documenter cette situation, la ministre lance un «baromètre du respect», une enquête dont les résultats ont été publiés en février 2025. Concernant l'autocensure, 62% des enseignants déclarent s'être autocensurés lors des cinq dernières années: 35,1% moins de 5 fois, 13,8% entre 5 et 10 fois et 13,1% plus de 10 fois.

Ces pourcentages surprennent cependant Roland Lahaye, secrétaire général de la CSC-Enseignement: «Parmi les 10% d'enseignants ayant participé au baromètre, rien n'assure que ce ne sont pas les plus mécontents: c'est une statistique, pas un échantillon. Et les questions sont mal posées, elles laissent la place à tous les biais possibles.»

Le syndicaliste les compare aux données du Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), qui évoquent un tableau différent. Le pic d'appels liés à l'extrémisme remonte à l'année scolaire 2017-2018, marquée par les traumatismes des attentats, avec 33 dossiers signalés. Un chiffre qui dépasse largement les 22 sollicitations dénombrées en 2023-2024.

Cette analyse est corroborée par le docteur en sciences politiques et sociales François Debras, qui a mené une enquête en 2022-2023 sur la perception de l'extrémisme auprès de 23 établissements scolaires de la FWB. Il rapporte: «Les cas d'autocensure étaient assez rares. Si certains relèvent de formes d'extrémisme religieux, la majorité de l'autocensure était motivée pour éviter de blesser certains élèves, par ignorance des sujets ou par devoir de neutralité.»

«La ministre se retranche derrière cet écran de fumée pour essayer d'activer la crainte de la montée des extrémistes», déclare le syndicaliste Roland Lahaye, qui affirme ne pas recevoir de la part de ses affiliés davantage de témoignages allant dans le sens d'une montée de l'insécurité dans les classes. «L'inquiétude première des enseignants, ce n'est pas la montée de l'extrémisme religieux, mais la politique de la ministre Glatigny», avertit-il.

Un sujet au cœur des tensions politiques

Avec quelques semaines de décalage, le Centre Jean Gol a diffusé fin décembre 2024 une vidéo sur «l'islamisme radical» dans les écoles. Cette publication du laboratoire d'idées du MR a suscité une vive polémique. Certains observateurs y ont vu une dérive raciste alors que d'autres ont salué le fait que cette institution aborde ce sujet souvent considéré comme tabou. La vidéo s'inscrit dans la continuité de la sortie du livre de Jean-Pierre Martin et Laurence D'Hondt, *Allah n'a rien à faire dans ma classe*, défendu par le même centre de recherche.

Pour le politologue de l'ULB Pascal Delwit, l'approche du Centre Jean Gol emprunte un chemin idéologique préoccupant: «Ce discours est objec-



«L'inquiétude première des enseignants, ce n'est pas la montée de l'extrémisme religieux, mais la politique de la ministre Glatigny.»

tivement similaire à celui de la droite radicale européenne», analyse-t-il dans *Le Soir*. Pour sa part, le sociologue David Paternotte considère cette focalisation sur l'islamisme comme une stratégie politique: «Le cabinet Glatigny a décidé de monter en épingle le sujet d'Allah dans ma classe. Il y a un virage idéologique. La question de l'Islam pourrait servir de contre-feu à la ministre face aux mouvements sociaux des enseignants.»

Positionnement et stratégie électorale

Les critiques se multiplient à l'encontre du mouvement réformateur. Parmi les récentes déclarations controversées des libéraux, on a notamment entendu les propos de Pierre-Yves Jeholet adressés au député PTB Nabil Boukili: «Vous n'allez pas nous donner des leçons ici en Belgique. Si ça ne vous plaît

pas, vous n'êtes pas obligé de rester.» Ce type de propos soulève la question des limites du discours politique acceptable.

Spécialiste de l'extrême droite (CRISP/UCLouvain), Benjamin Biard nuance toutefois: «Certains propos de représentants du parti peuvent questionner, mais le MR est bien un parti démocratique.» Le politologue définit l'extrême droite comme une idéologie qui repose sur trois éléments fondamentaux: «une conception inégalitaire de la société, un projet nationaliste et un plan d'action qui met la démocratie sous tension.»

Dans le domaine scolaire, le spécialiste cite l'exemple du programme du Vlaams Blok de 1992, qui proposait la «création d'un réseau d'éducation distinct pour les enfants étrangers non européens». Plus récemment, un point du programme du parti d'extrême

droite francophone Chez Nous affirmait la «volonté de transmettre l'histoire chronologique et non repentante».

Concernant la stratégie politique du MR, les observateurs partagent un constat commun: «Georges-Louis Bouchez a bien compris qu'il avait un boulevard à sa droite et il essaye de rassembler le plus largement sur le plan électoral», analyse Benjamin Biard. Cette stratégie semble avoir porté ses fruits: selon des données du Cevipol¹, plus de la moitié des électeurs et électrices ayant voté en 2019 à l'extrême droite (Listes Destexhe et Parti populaire) ont choisi le MR en 2024. David Paternotte précise: «Le MR n'est pas d'extrême droite, mais il fait entrer des idées d'extrême droite. Georges-Louis Bouchez veut maintenir et consolider sa position hégémonique à droite. Il doit parler à toutes les droites.» Cette stratégie s'est notamment concrétisée par l'adhésion de deux personnalités issues du parti Chez Nous.

L'éducation comme rempart contre l'extrémisme

Le profil type de l'électeur d'extrême droite est «plutôt masculin, disposant d'un faible capital social, éducatif et culturel, et jeune. Il y a une importante proportion de jeunes qui votent en effet pour l'extrême droite», selon le politologue Benjamin Biard. Il explique qu'une des causes du développement de l'extrême droite est la méfiance croissante de la population envers les responsables politiques.

François Debras renforce cette analyse avec les conclusions de son étude menée auprès de 785 élèves de dernière année du secondaire: «Bien que les jeunes expriment une certaine désillusion envers la classe politique traditionnelle, ils démontrent un véritable engagement sur les questions sociétales. Leur compréhension des mouvements extrémistes est réelle, tant dans leur dimension historique que contemporaine. Le véritable défi réside dans leur capacité à identifier précisément ce qui caractérise et définit ces courants extrêmes.»

Face à cette situation, l'institution scolaire peut jouer un rôle déterminant nous assure Benjamin Biard: «Apprendre à saisir les complexités du système politique, à détecter et remettre en cause la désinformation, à travers l'analyse critique, est un levier essentiel pour lutter contre le développement de l'extrême droite.»

1. Centre d'étude de la vie politique, une unité de recherche de la Faculté de Philosophie et Sciences sociales de l'ULB.

«Une des causes du développement de l'extrême droite est la méfiance croissante de la population envers les responsables politiques.»

LE POUVOIR ÉMANCIPATEUR DE L'ÉCOLE



Dans une interview du 12 décembre 2024 à la RTBF, la ministre Glatigny tirait le signal d'alarme face aux manifestations d'extrémismes à l'école, qu'ils soient de nature politiques ou religieux, conduisant à des refus d'apprendre ou à des comportements d'intimidation. Il va sans dire que ces conduites n'ont pas leur place à l'école et qu'elles doivent être combattues. Si, par ailleurs, les équipes pédagogiques ne se sentent pas en capacité de prendre en charge ces problèmes, elles doivent pouvoir trouver de l'aide et du soutien autour d'elles. Les initiatives qui vont en ce sens ne peuvent être qu'encouragées.

La ministre Glatigny rappelait également que le prosélytisme, qu'il soit religieux ou politique, était interdit à l'école comme le précisent, pour les écoles officielles neutres, les décrets sur la neutralité. De même, on ne peut que féliciter la ministre de rappeler ce principe important.

Reste à apprécier l'ampleur et la gravité des phénomènes dénoncés. Sont-ils d'une telle dimension et d'une telle gravité qu'ils réclament une action d'envergure et sont une priorité? Et surtout, les remèdes envisagés ne sont-ils pas, dans certaines circonstances, pires que le mal qu'ils sont censés réduire? Par exemple, une communication politique tapageuse ne contribue-t-elle pas, parfois, à encourager et à répandre le mal qu'elle prétend combattre?

L'extrémisme, quel qu'il soit, conduit rapidement au refus d'apprendre, à cause de sa nature même: la certitude arrogante de détenir en exclusivité la vérité; le rejet souvent violent de celui ou celle qui conteste cette certitude; l'affranchissement des règles, démocratiques par exemple, qui refrènent les comportements induits par cette certitude.

Contre cette arrogante certitude, il n'y a d'autres armes à l'école que l'école elle-même et son pouvoir d'émancipation basé sur le respect des personnes, la recherche sincère de la vérité, le doute et la rigueur intellectuelle face aux fausses évidences. En d'autres termes, l'expérimentation, et l'apprentissage qui en résulte, de la liberté de pensée.

Tels sont les principes qui inspirent la Ligue et qui, plus de 150 ans après sa création, expliquent l'actualité de son projet éducatif et sa vigilance à laquelle invite la montée des extrêmes.

Patrick Hullebroeck, directeur

EVRAS, dans le feu des contestations

Incendies d'écoles, alertes à la bombe, menaces de mort. En septembre 2023, les réactions à un programme d'Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle terrorisent l'enseignement francophone. Retour sur une crise qui a menacé l'État de droit.

Alors que le mois de décembre 2024 s'apprêtait à battre des records d'obscurité, la ministre de l'Éducation marchait sur des braises. En annonçant réduire la dotation des écoles qui n'organiseraient pas les animations d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS), Valérie Glatigny (MR) s'exposait à un retour de flamme. Car cette mesure ravivait le souvenir de temps bien plus sombres, quand six écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) furent incendiées.

En septembre 2023, ce simple acronyme avait déclenché une véritable panique morale. Cinq lettres qui désignent deux heures d'animation d'éducation à la vie relationnelle. Deux fois deux heures plus précisément, dispensées en 6^e primaire et en 4^e secondaire. Le programme existait déjà, mais sa généralisation à l'ensemble des élèves et la certification des intervenant-es ont mis le feu aux poudres. Alimentée par les milieux conservateurs et complotistes, la contestation s'est transformée en attaques frontales: manifestations, tags, menaces physiques et verbales.

L'État de droit menacé

«Nous avons été surpris par l'ampleur de l'organisation du mouvement anti-Evrás», se rappelle Caroline Désir (PS), ministre de l'Éducation lorsque l'affaire éclate. «Naïvement, nous ne pensions pas devoir faire face à de telles réactions. Cela fait cinquante ans que des cours d'éducation à la sexualité sont dispensés en Belgique. D'autant plus qu'il existait un contraste saisissant entre le consensus parlementaire et la contestation dans les rues.»

Alors que le Parlement de la FWB adoptait le décret le 7 septembre 2023 à la quasi-unanimité – à l'exception de trois abstentions des Engagés –, une centaine de manifestants se massaient aux abords du bâtiment. L'ancienne ministre confie avoir été escortée par la police militaire lors du

vote du texte. «Je n'ai pas été personnellement menacée, mais j'ai subi plusieurs intimidations, notamment lors d'événements organisés pour déconstruire les fake news», précise-t-elle.

Après une escalade marquée par des alertes à la bombe dans différentes écoles, les incendies criminels de six établissements pousseront Caroline Désir à alerter directement le Premier ministre en fonction, Alexander De Croo (Open VLD). «Notre État de droit était menacé», insiste la socialiste, actuellement députée à la Chambre.

Une opposition hétéroclite

Outre la violence des actes, c'est la diversité des opposant-es qui a surpris l'opinion belge. Pour la qualifier, l'ancienne ministre emploie pudiquement l'expression de «drôle de mélange des genres». De son côté, Romain Biesemans, docteur en science politique au Cevipol (ULB), parle de «constellation d'acteurs issus de contextes a priori hétérogènes». Derrière ces formules se cachent des associations pro-vie, des organisations s'identifiant comme laïques, catholiques et musulmanes, des collectifs de parents, des personnes issues de la mouvance complotiste et des acteurs appartenant à l'extrême droite.

Unie autour d'une même angoisse, cette coalition disparate s'est mobilisée à partir d'une vaste campagne de désinformation. Elle était orchestrée autant par des personnes réellement inquiètes pour leurs enfants que par des entrepreneurs et entrepreneuses médiatiques. Une enquête fouillée de la RTBF situe ses origines chez des «personnalités adeptes de théories pédocriminelles, d'associations de défense d'enfants et d'associations ultraconservatrices ou d'extrême droite».

Étudiant les politiques de genre et l'extrême droite, le chercheur Romain Biesemans précise: «La peur de la "perversion des enfants" a suscité une panique morale chez de nombreux parents. Il est



important de redire que ceux-ci ne sont pas nécessairement d'extrême droite. L'amalgame tient au fait que les partis d'extrême droite sont les seuls partis politiques à donner une légitimité aux discours anti-Evras. Par contre, il existe un danger d'instrumentalisation des craintes par ces derniers.»

Ugo Laquière, membre de l'atelier Genre(s) et sexualité de l'institut de sociologie de l'ULB, décrypte les affinités entre le mouvement anti-Evras et l'extrême droite: «Ces liens relèvent davantage d'une proximité symbolique: ils partagent un langage, des théories et une vision du monde.» Les angoisses sur l'éducation sexuelle fonctionnent ici comme de la «colle symbolique», selon l'expression forgée par Eszter Kováts et Maari Põim. Ce qui signifie que

les manifestant-es n'étaient pas forcément d'extrême droite, mais plutôt que ces partis cherchent à capitaliser sur leurs revendications. Le chercheur évoque un «appel du pied» stratégique.

Contagion de l'espace-temps

Lancé dans la rédaction d'une thèse portant sur les effets du cyberactivisme conservateur, Ugo Laquière souligne que les réseaux sociaux ont élargi l'espace linguistique au-delà des frontières géographiques. Avec EVRAS, ce fut notamment le cas outre-Québécois, où de mauvaises informations sur l'application des animations belges ont inquiété certains Français. En parallèle à cet élargissement spatial, les réseaux sociaux opèrent une accélération temporelle des échanges.



contestation s'est cristallisée autour d'une journée d'éducation à la vie relationnelle et sexuelle destinée aux écoles primaires. Au même moment, le Canada était également touché par une vague conservatrice. Le mouvement «1 Million March for Children» visait à retirer l'éducation sexuelle des cours dispensés dans les écoles.

Les campagnes anti-genre

Ces revendications, portées aux quatre coins du monde, se recoupent sous la notion de «campagnes anti-genre». Le doctorant les définit comme «un ensemble d'initiatives visant à mobiliser la population et à alerter sur certains enjeux liés au genre. Celui-ci englobe à la fois les lois relatives à l'avortement, aux personnes LGBTQIA+ et à l'éducation sexuelle». Son collègue David Paternotte, professeur en sociologie et codirecteur de la Structure de recherche interdisciplinaire sur le genre (STRIGES), contextualise: «La singularité des campagnes anti-genre vis-à-vis des mobilisations précédentes est une plus grande professionnalisation, un renouvellement générationnel et une circulation des idées à partir de réseaux transnationaux.»

Plus qu'une sécularisation des lobbys religieux actifs contre l'avortement et l'homosexualité dans les années 1980, la notion de campagnes anti-genre décrit une rupture dans la modalité de contestation. Ce qui les distingue, c'est leur organisation désormais plus structurée. Inspirées notamment des stratégies des ONG, les campagnes anti-genre comprennent la mise en place de pôles de formation, des relais dans des médias, une forte visibilité sur Internet et des compétences dans la recherche de financements. Une différence fondamentale s'observe également par la mise en réseau des acteurs, à travers des organisations internationales et des événements transnationaux, vecteurs de relais efficaces. «Ce ne sont plus les trois illuminés opposés à l'avortement de l'arrière-salle paroissiale», résume David Paternotte.

Quel avenir pour l'EVRAS?

La majorité des personnes mobilisées contre l'EVRAS s'identifie peu à la politique institutionnelle. De l'autre côté des urnes, quand on parcourt les manifestes déposés en juin 2024 par les partis francophones, on constate que peu d'entre eux défendent une réelle opposition à l'EVRAS. Les critiques ne visent pas directement son organisation, mais bien certains enjeux abordés lors des

«La vitesse de propagation peut s'avérer aussi vive à s'enflammer qu'à s'essouffler. Ce qui a commencé comme un grondement contre l'EVRAS a fini par se fragmenter en soupirs individuels, éparpillés sur la toile.»

animations. Cette absence de relai parlementaire pourrait expliquer l'étiollement progressif des contestations dans l'espace francophone belge.

Mais Ugo Laquière met en garde: «Bien que moins médiatisées, les campagnes anti-Evras se poursuivent discrètement.» Regrettant l'inexistence d'étude sur l'application concrète de l'EVRAS, il rapporte que certains directeurs proposent aux parents de retirer leurs enfants de l'école lors de ces séances. Des kits d'outils circuleraient toujours, diffusant un argumentaire contre ces animations. Une pression dont l'un des risques vraisemblables pourrait être l'ouverture progressive des cours d'EVRAS à des acteurs alternatifs, aux approches plus conservatrices.

Observant la situation internationale, les chercheurs redoutent l'émergence d'une seconde vague de luttes anti-Evras. Le contexte étasunien est favorable à la dérégulation des réseaux sociaux, ce qui pourrait démultiplier d'éventuelles campagnes de désinformation. Leur vigilance se porte également sur certains discours émanant du Centre Jean Gol. Ils s'interrogent notamment sur la croisade menée par le laboratoire d'idées du MR contre le wokisme. Et David Paternotte de conclure: «La Belgique accuse un retard dans ces matières, mais nous allons vraisemblablement vivre des années de rattrapage.»

Toutefois, le chercheur nous rassure sur un point: la vitesse de propagation peut s'avérer aussi vive à s'enflammer qu'à s'essouffler. Ce qui a commencé comme un grondement contre l'EVRAS a fini par se fragmenter en soupirs individuels, éparpillés sur la toile.

Ugo Laquière émet l'hypothèse encore trop contemporaine que la campagne anti-Evras aurait pu s'appuyer sur la polarisation du débat public autour du wokisme, importée des États-Unis: «Analyser le débat belge sans tenir compte de l'actualité internationale, c'est passer à côté de quelque chose d'essentiel, à la fois en termes d'inspirations et d'objectifs.»

Le chercheur cite ainsi plusieurs mouvements similaires et contemporains à l'affaire EVRAS. Aux Pays-Bas, en mars 2023, la

Timothé Fillon, secteur communication

Célestin Freinet, l'enseignant antifasciste

Dans *Une journée fasciste*, Laurence De Cock retrace le combat du pédagogue Célestin Freinet contre la montée de l'extrême droite dans les années 1930. Tout en rendant audibles les échos de cette époque dans la nôtre, l'historienne célèbre une pédagogie de résistance et d'émancipation.

Dès les premières pages, l'historienne Laurence De Cock plonge ses lecteurs et lectrices au cœur d'une atmosphère suffocante. Arme à la main, le célèbre pédagogue Célestin Freinet lance à une foule intimidante: «Je tiens à prévenir les manifestants. J'ai là sous ma garde quatorze enfants. Je les défendrai coûte que coûte». Des pierres pleuvent en réponse, accompagnées de cris: «Nous aurons sa peau, le sang coulera!» Nous sommes au centre d'un petit village en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, un matin d'avril 1933. Quelque 150 fascistes menacent d'envahir l'école publique.

Une journée fasciste

Cette vague de violence contre l'école émerge du climat d'extrême droite qui imprègne la France des années 1930. Une scène qui ouvre l'épisode de «légitime défense contre le fascisme» vécu par les Freinet, et qui inaugure également l'ouvrage de Laurence De Cock: *Une journée fasciste. Célestin et Élise Freinet, pédagogues et militants*. Enseignante en lycée et chargée de cours à l'université, l'historienne a signé plusieurs livres sur l'éducation, dont *Histoire de France populaire* et *École publique et émancipation sociale*.

Dans son ouvrage publié en 2022, plutôt que d'héroïser Célestin Freinet, l'autrice replace l'affaire au sein du contexte de «criminalisation du militantisme enseignant». En effet, lors de l'entre-deux-guerres, l'exercice de la transmission subit différentes pressions dirigées par des mouvances d'extrême droite: «Surveillances policières, rapports administratifs et chefs d'accusation relèvent de l'échelle nationale, où censure et déplacements d'office font partie du répertoire d'intimidation». Bien plus qu'un fait divers, cet épisode révèle les fractures politiques d'une France confrontée à la montée des fascismes. Il peut être analysé «comme le symptôme des tensions de l'école de la III^e République».

De l'école de Vence au Front populaire de l'enfance

Pour apaiser les tensions, Célestin Freinet se retire de l'enseignement public. Sa retraite anticipée est de courte durée tant il est obstiné par la transmission. Quelques mois plus tard, il fonde avec son épouse leur propre école privée, l'école de Vence.

Dans ce lieu de «tâtonnement expérimental», le couple de pédagogues développe des pratiques inspirées de l'Éducation nouvelle. Toutes reposent sur un axiome: l'existence universelle de capacités innées pour l'apprentissage. Les enfants participent aux tâches ménagères, travaillent dans des ateliers plutôt que derrière des pupitres, disposent de salles spécialisées et suivent chaque semaine un plan personnalisé.

Cette expérience locale, Célestin Freinet va chercher à la propager au plus grand nombre. En parallèle à ses écrits publiés dans des revues engagées, il milite pour la prise en considération de la question scolaire par les partis progressistes. Notamment en plaidant pour l'amélioration des conditions matérielles des établissements, pour la création d'un réseau d'écoles inspirées de ses méthodes ou encore de ligues de défense pour soutenir les professeurs attaqués par les forces fascistes.

Au Front populaire de 1936, il cherche à faire correspondre le *Front populaire de l'enfance*. Un projet ambitieux: émanciper l'école officielle de l'endoctrinement religieux et politique. La charte qui l'accompagne proclame la nécessité de «défendre les conquêtes populaires de l'école laïque». Une mission qu'il conjugue avec la volonté d'induire une «large conception nouvelle de la pédagogie et de la vie de l'enfant». Cet essai de politique politicienne ne sera que très peu relayé... Madeleine, fille des Freinet, qualifiera par après cet épisode de «mur de silence».

Une pensée vivante

L'aspect biographique déplié tout au long de l'ouvrage permet d'insister sur la dimension processuelle de la pédagogie Freinet. Plus qu'un système cimenté sur lui-même, cette pensée évolue à partir de tâtonnements. Expérimenté directement dans les salles de classe, ce cheminement est ensuite consigné dans de nombreux articles. Leur lecture révèle les allers et retours d'un pédagogue qui explore autant qu'il théorise. Une pensée également abreuvée des pages de l'Éducation nouvelle car Célestin Freinet est grand lecteur d'Adolphe Ferrière, Maria Montessori, Ovide Decroly, Jean Piaget ou encore John Dewey.

Pourtant, révèle Laurence De Cock, peu de choses destinaient le fondateur du Mouvement de



Photo actuelle de l'École Freinet à Vence.

Photo de 1934 de l'École Freinet à Vence.

l'école moderne à devenir l'enseignant des enseignant-es. Fils d'épicier, originaire d'un petit village des Alpes-Maritimes, il garde peu de traces de sa scolarité. Il l'évoque poétiquement dans ses *Souvenirs*: «Qu'elle ait coulé sur mes jours d'enfant comme quelque chose d'anonyme, d'insignifiant, comme une eau qui coule sur l'argile desséchée.» Une molle indifférence qui ne l'empêchera pas de se lancer dans l'Éducation nationale. Sans grand éclat non plus. Son directeur de l'école normale l'évaluait ainsi: «Il est modeste, il parle peu. Je crains que son enseignement ne manque de vie.»

Pédagogie de résistance

La bifurcation naîtra de plusieurs confluents. D'abord en fréquentant la mort. En 1915, il est mobilisé sur le front de la Grande Guerre. Une expérience dont il conservera toute sa vie une blessure au poumon. Et la séquelle du front ne se cantonnera pas à sa respiration, mais elle irriguera l'ensemble de sa pédagogie. Reconvertissant les gestes que la guerre aurait engendrés en arsenal éducatif: coopération, autorité, etc. C'est en tout cas l'hypothèse de l'historien Emmanuel Saint-Fuscien qui définit son approche comme une «pédagogie de guerre». En relisant le carnet de guerre du jeune

Freinet, l'historien développe la théorie que «les pratiques pédagogiques inventées par Célestin sont inséparables des expériences de guerre de son auteur». Une idée qui postule un continuum culturel et social entre école et armée, instituteur et officier.

A *contrario*, Laurence de Cock souligne davantage l'influence de ses lectures, son syndicalisme révolutionnaire et son adhésion au communisme. En insistant sur le militantisme du couple Freinet, Laurence De Cock préfère le qualificatif de «pédagogie de résistance». Une résistance qui s'érige face à la montée de l'extrême droite dans l'entre-deux-guerres et qui dépasse l'enceinte des établissements. Comme l'écrit Freinet lui-même dans son texte *Les éducateurs prolétariens sont antifascistes*: «À l'heure qu'il est, notre devoir d'éducateurs prolétariens n'est pas seulement dans nos classes menacées. Il est aussi au sein des masses qui, par leur puissante protestation antifasciste, tâchent de barrer la route à un régime qui serait la mort de l'école progressiste.»

L'émancipation: un projet politique non partisan

Si la contribution de Célestin Freinet à la pensée pédagogique est indubitable, son engagement et l'originalité de ses pratiques

départageaient ses contemporains. Il était en effet considéré par les uns et les uns comme «l'un des meilleurs éducateurs par sa bonté et sa douceur envers les élèves», et par d'autres comme un dangereux manipulateur soviétique. «Il se sert probablement à tort de la pédagogie pour faire sa politique», affirme un rapport de l'inspection académique. Auquel le pédagogue rétorque: «Je fais mon devoir avec suffisamment de dévouement pour ne redouter aucune critique professionnelle.» Un devoir qui bien que *politique* ne soit pas pour autant *partisan*. Car, comme l'énonce Laurence de Cock en conclusion d'*Une journée fasciste*, «la politique est partout à l'école [...] parce que la mission que les enseignants assignent à la jeunesse est un projet politique».

DE COCK Laurence. *Une journée fasciste. Célestin et Élise Freinet, pédagogues et militants*, Éditions Agone, 2022.

Timothé Fillon, secteur communication

Entretien avec Laurence De Cock

«Quand l'extrême droite est au pouvoir, l'école est la première cible»

Les attaques de l'extrême droite subies par le pédagogue Célestin Freinet sont analysées par l'historienne Laurence De Cock dans son ouvrage *Une journée fasciste*. Alors que les pressions sur le monde éducatif se multiplient aujourd'hui, elle prolonge pour *Éduquer* sa réflexion sur les résonances du passé dans le présent.

Les perles les plus précieuses se trouvent dans les eaux les plus profondes. C'est sans doute pourquoi il nous aura fallu autant de patience avant de décrocher un entretien avec Laurence De Cock. À sa décharge, les activités de l'autrice d'*Une journée fasciste* débordent largement des cases grises d'un agenda ordinaire: enseignante en lycée, professeure d'histoire à l'Université Paris Cité, éditrice jeunesse et collaboratrice pour de nombreux médias (*Monde diplomatique*, *Regards*, *Politis*, *Café pédagogique*).

L'actualité de l'affaire Freinet

Laurence De Cock mène également un travail d'historienne en publiant une multitude d'ouvrages sur l'éducation, tels que *La Fabrique scolaire de l'histoire*, *École publique et émancipation sociale* ou encore *Les Pédagogies critiques*. Ses recherches l'ont notamment conduite à se plonger dans l'affaire Freinet, un combat contre l'extrême droite engagé par le couple de pédagogues. Un épisode qu'elle développe en détail dans son livre *Une journée fasciste*. Célestin et Élise Freinet, pédagogues et militants, publié en 2022 aux éditions Agone.

Malgré son emploi du temps chargé, il nous semblait essentiel de monter un bref instant dans le funiculaire historique en compagnie de l'autrice. Et si le panorama n'est pas des plus réjouissants, il a le mérite de donner plus de relief au présent. Devant ces résonances d'un passé que l'on pensait relégué aux livres d'histoire, l'autrice rappelle que l'enseignement est un projet politique: celui de l'émancipation.

Éduquer: Votre livre mêle dimension historique et portée politique. Quel message principal souhaitez-vous faire passer?

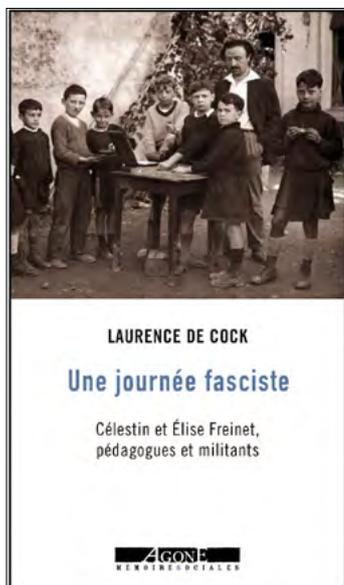
Laurence De Cock: Il y a en a plusieurs, qui ont émergé à différents moments de l'écriture. Le premier a véritablement été le moteur de l'ouvrage: il consiste en l'idée qu'il n'y a pas de pédagogie sans politique. Le couple Freinet, avec sa vision émancipatrice de l'enseignement, en est un cas d'école.

Éduquer: Pouvez-vous nous éclairer sur cette dimension politique qui caractérise la pédagogie Freinet?

L.D.C.: La pédagogie Freinet est politique sans être partisane. Elle est politique parce qu'elle cultive l'esprit critique. C'est une expérience politique aux antipodes de l'endoctrinement politique. Cet enseignement s'articule autour de la coopération, privilégiant le collectif plutôt que la mise en concurrence. Elle valorise la délibération et la participation des élèves aux décisions. Elle s'est construite dans un contexte où l'éducation de la IIIe République dispensait un enseignement d'adhésion. *A contrario*, la pédagogie Freinet incarne un exercice de démocratie pratique, à l'opposé du modèle de l'enfant obéissant et silencieux.

Éduquer: Au-delà de l'analyse historique, quels autres messages politiques avez-vous cherché à transmettre?

L.D.C.: J'ai également voulu alerter sur le fait que les enseignants ne sont jamais à l'abri des





sanctions politiques. En écrivant le livre, j'ai été frappée par certaines résonances avec des événements contemporains. La répression qu'a traversée le couple Freinet dans les années 1930 n'est malheureusement pas un cas isolé dans le temps. En France, aujourd'hui encore, beaucoup font face à des pressions similaires dans l'enseignement.

Éduquer: Des exemples actuels illustrent-ils ces résurgences?

L.D.C.: Les membres du collectif zémouriste «Parents vigilants» traquent et dénoncent sur les réseaux sociaux des pratiques enseignantes qu'ils estiment trop militantes. Nous avons vu récemment l'exemple d'une campagne de harcèlement menée contre une jeune professeure d'économie en lycée. Cette enseignante a été sommée par une mère d'élève de s'expliquer sur le cours qu'elle avait donné sur l'État de droit. La mère trouvait le sujet «trop militant». C'est un exemple parmi tant d'autres... Si ces cas sont davantage médiatisés dans les universités, ils touchent également les écoles primaires, où la profession est souvent moins bien protégée.

Éduquer: Comment la pédagogie Freinet a-t-elle évolué jusqu'à nos jours?

L.D.C.: Certaines approches contemporaines se réclamant du mouvement Freinet

tendent à s'éloigner de l'idéal d'émancipation. Elles privilégient les techniques pédagogiques proposées par cette pensée, au détriment de la dimension politique. Ce glissement se comprend en partie par l'hostilité que rencontre la pédagogie Freinet auprès de certains pouvoirs subsidiaires, qui préfèrent éviter des remous supplémentaires en minimisant le côté militant.

Éduquer: Vous concluez votre ouvrage en disant que la politique est partout dans l'école, parce que la mission des enseignants est un projet politique. Pouvez-vous développer?

L.D.C.: L'enseignement est politique pour une raison fondamentale. Historiquement, l'école a été investie d'une mission politique. De plus, nous parlons explicitement de l'Éducation nationale. Cela traduit l'idée que l'État est responsable de l'éducation des enfants. Comme il n'y a pas d'État sans politique, il n'y a pas d'Éducation nationale sans politique.

Éduquer: Cette dimension politique soulève inévitablement la question de la neutralité. Comment ces deux aspects s'articulent selon vous?

L.D.C.: La neutralité, c'est refuser d'user de son pouvoir pour influencer les enfants.

En les entraînant à penser par eux-mêmes, les professeurs sont neutres et politiques.

Éduquer: Célestin Freinet incarnait, à travers sa double casquette d'enseignant et de militant, une forme d'héroïsme alliant le singulier de son travail local à l'universel d'un projet politique. Comment cette dualité peut-elle nous inspirer aujourd'hui?

L.D.C.: Le cœur de la question, c'est l'émancipation. Elle recouvre une double définition, dont les deux pôles doivent être réunis pour atteindre un équilibre juste. D'une part, elle se doit d'être individuelle, et de l'autre, collective. Émanciper l'enfant, c'est lui apprendre à penser par lui-même. Mais l'enfant ne peut s'émanciper seul si les autres ne s'émancipent pas. L'enjeu est d'arriver à articuler ces deux pôles. Privilégier uniquement l'émancipation individuelle revient à tomber dans le développement personnel et le culte néolibéral de la performance individuelle. Se restreindre à la dimension collective équivaut à uniformiser les élèves au détriment du développement de leur singularité.

Éduquer: Dans un contexte où l'enseignement est un métier en souffrance, cette dimension politique ne risque-t-elle pas d'alourdir encore la charge des enseignants?

L.D.C.: La politique n'est pas un travail supplémentaire pour eux, c'est la matrice même de leur métier. La dimension politique, c'est le projet d'émancipation, qui est une condition et non une demande. C'est précisément cette dimension de la profession qui est le plus en danger face à la montée de l'extrême droite.

Éduquer: La menace de l'extrême droite sur l'école est-elle selon vous une réalité tangible ou une crainte théorique?

L.D.C.: L'école est clairement menacée. Dans tous les pays où l'extrême droite est arrivée au pouvoir, les écoles et les universités figurent parmi les premières cibles. Il y a une mise en danger fondamentale de l'enfance. Empêcher un enfant de penser, c'est lui nier son statut d'enfant. La négation de l'enseignement représente une profonde régression historique.

Éduquer: Quel message d'espoir ou conseil pratique adresseriez-vous aux enseignants qui nous lisent?

L.D.C.: Ne pas rester seul. Se mettre dans des collectifs pour se protéger et avoir le droit de craquer. En résumé: être soi dans du collectif.

L'école sous Trump: une leçon conservatrice

Donald Trump annonce l'abolition du département de l'Éducation. Entre guerres culturelles, financement inégalitaire et privatisation, son second mandat menace d'exacerber les disparités scolaires aux États-Unis. Un véritable cas d'école.

Chaque jour, le président étasunien Donald Trump stupéfie le monde entier: salut nazi de son conseiller Elon Musk, humiliation du président ukrainien Volodymyr Zelensky ou encore réduction de la protection de l'environnement. Le président d'extrême droite s'attaque désormais au système éducatif, en licenciant la moitié du personnel du département de l'Éducation, avec le projet assumé de son abolition. Un programme rappelant les tentatives de Ronald Reagan dans les années 1980, mais qui pourrait cette fois aboutir.

Un projet de privatisation

Lors de son premier mandat, Donald Trump avait confié le département de l'Éducation à la milliardaire Betsy DeVos. Cette fervente partisane d'une privatisation intégrale du système éducatif rêvait de voir les écoles transformées par l'innovation, pour développer les «équivalents éducatifs de Google, Facebook, Amazon, PayPal, Wikipédia ou Uber». Un projet messianique, auréolé de l'ambition de «faire avancer le royaume de Dieu».

Si cette réforme n'avait pu être pleinement réalisée à l'époque en raison de l'obstruction des démocrates au Sénat, l'écrasante victoire du républicain en 2024 a fait sauter ce garde-fou. Issue du secteur privé, sa nouvelle ministre de l'Éducation Linda McMahon incarne sa vision: l'école est désormais prise pour un business comme les autres. L'abolition de ce département entraînerait une coupure d'un dixième d'un système éducatif déjà largement mutilé. Une hémorragie que le président a prévu de soigner à coup de privatisation des écoles. Sous ce second mandat, le corps enseignant étasunien va-t-il passer du purgatoire à l'enfer?

L'éducation comme stratégie politique

Après l'échec à sa réélection en 2020 et l'opprobre suscité par la tentative d'insurrection du

Capitole, Donald Trump a relancé sa dynamique politique en mobilisant son électorat autour des «guerres culturelles». Alors que l'éducation n'était pas sa priorité lors de son premier passage à la Maison-Blanche, l'enseignement de la théorie critique de la race et la question de l'identité de genre sont devenus pour lui des obsessions. Une propagande s'est déployée dans les médias conservateurs, accusant les enseignant·es qui abordent les questions de sexualité dans les classes de *grooming* (terme désignant les prétendus efforts d'un adulte pour modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'un·e mineur·e). Cette panique morale, alimentée par des groupes chrétiens conservateurs (évangéliques et catholiques), les *think tanks* conservateurs et la droite radicale, véhicule l'argument que les enfants seraient préparés aux abus sexuels.

Des groupes de parents conservateurs ont investi les pouvoirs locaux afin d'influer sur les politiques éducatives. Selon une enquête relayée par le *New York Times*, «au cours de l'année scolaire 2023-2024, plus de 10.000 titres de livres ont été retirés des écoles publiques du "pays de la liberté"». Une série de lois ont été adoptées par des États républicains pour censurer l'enseignement des questions liées à la sexualité. Durant la présidence démocrate de Joe Biden (2021-2025), le parti républicain a donc réussi à s'imposer dans le débat public en se concentrant sur la politique locale et en mobilisant sa base militante autour des guerres culturelles.

Spécialiste des questions de genre, le docteur en sciences de l'éducation Olivier Berton décrypte ce phénomène: «Les guerres culturelles actuelles correspondent à une compétition entre deux systèmes de compréhension morale du monde, pour reprendre les termes du sociologue James Davison Hunter, qui a forgé cette notion au début des années 1990. Elles ne reposent pas sur de simples différences



d'opinions politiques, mais sur des conflits de valeurs, ce qui rend impossible tout compromis entre les deux camps.»

Au pays des guerres culturelles

Le chercheur replace ce conflit dans la généalogie des guerres culturelles portant sur l'école publique américaine. En remontant aux années 1920, les prémisses de ce clivage idéologique suivent deux trajectoires qui parfois se recoupent: l'inclusion des minorités dans l'enseignement de l'histoire et les questions religieuses. Depuis le milieu des années 2010, les tensions autour des questions raciales se sont accentuées. Les conservateurs accusent l'enseignement de l'histoire de véhiculer l'idée que les Américains blancs sont, de façon inhérente, des oppresseurs.

«Les médias conservateurs affirment que la théorie critique de la race, selon laquelle le racisme ne repose pas uniquement sur les préjugés des individus mais sur des inégalités structurelles au sein des institutions, serait enseignée de façon massive dans les établissements scolaires. Or cette allégation a été démentie par des enquêtes récentes et participe au travail de désinformation du mouvement trumpiste», précise Olivier Berton.

Depuis 2020, presque la moitié des États ont adopté des lois anti-CRT (*Critical Race Theory*). Leur formulation sibylline pousse les enseignant·es à se tenir sur leurs gardes au moment d'aborder les questions de racisme en classe, craignant que certain·es élèves ne se plaignent d'être stigmatisé·es en raison de leur «race», ce qui conduit à une forme d'autocensure.

«Le jeu autour de la délimitation des districts scolaires, lié à la valeur de la propriété foncière, permet aux autorités locales de définir le budget alloué à leur politique scolaire.»



Avant d'entamer sa thèse sur l'inclusion des problématiques de sexualité et de genre dans l'histoire scolaire étasunienne, Olivier Berton enseignait dans un établissement franco-américain en Californie. Il témoigne pour ses ancien-nés collègues: *«Bien que la situation varie considérablement d'un État à un autre, de nombreux enseignants appréhendent les réactions possiblement hostiles de parents d'élèves. De plus, il règne un sentiment de dévalorisation sociale dans la profession. Depuis la Grande Récession de 2008, il y a eu une baisse des budgets alloués à l'éducation dans de nombreux États et, en conséquence, les conditions de travail des enseignants n'ont cessé de se détériorer.»*

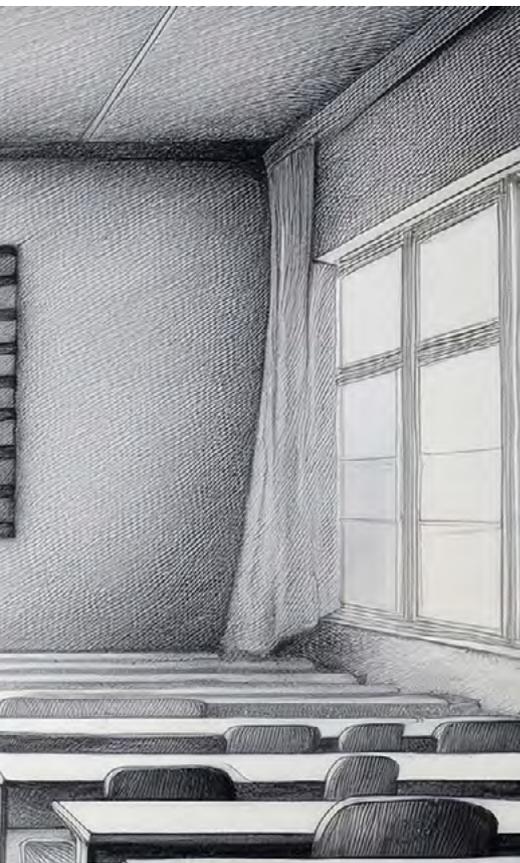
Une politique locale: les districts scolaires

Pour comprendre l'ancrage local de ces guerres culturelles, un détour par le fonctionnement du système scolaire permet de leur donner du volume. *«Les États-Unis peuvent se penser comme un millefeuille»*, suggère Nora Nafaa, chargée de recherche CNRS à l'université d'Aix-Marseille. Autrice d'une thèse sur les politiques éducatives aux États-Unis, elle explique qu'au sein du sys-

tème fédéral étasunien, l'éducation relève principalement de la compétence des districts scolaires. Ces plus de 14.000 gouvernements locaux définissent les grands axes de leurs établissements scolaires: programmes, équipes éducatives et salaires.

«Trump peut agir uniquement sur les programmes fédéraux, le reste de sa politique éducative est incitative», relève la chercheuse. Elle illustre son propos par l'annonce du président d'interdire les toilettes pour les personnes transgenres dans les écoles. Ce projet ne pourra pas aboutir par la voie d'un décret fédéral, cette compétence étant statuée à une échelle plus locale. Cependant, si parmi les kilomètres de décrets signés par le président, certains seront arrêtés par la douane du fédéralisme, une orientation symbolique s'est mise en route. De plus, Nora Nafaa pointe une faille dans le fédéralisme étasunien: *«Le président pourrait néanmoins conditionner idéologiquement le financement de certaines aides fédérales.»* Et en matière scolaire, celles-ci comptent pour 10% du budget des écoles.

Ces craintes se sont matérialisées par le décret du 29 janvier 2025 sobrement intitulé *«Mettre fin à l'endoctrinement radical»*.



et inégalités géographiques renforce les dynamiques de ghettoïsation. Pour qualifier ces effets discriminatoires, la chercheuse parle de fabrique fiscale des inégalités, qui «dépossède les populations les plus pauvres ayant le moins de pouvoir politique et tout particulièrement les populations racisées».

Entre 2019 et 2022, l'écart de richesse entre les foyers blancs et noirs est passé de 841.900 à 1,15 million de dollars, soit une hausse de 38%. Forte de son modèle de financement local, l'éducation publique est un exemple saillant de l'enjeu social de la fiscalité. Le jeu autour de la délimitation des districts scolaires, lié à la valeur de la propriété foncière, permet aux autorités locales de définir le budget alloué à leur politique scolaire.

La chercheuse souligne également le risque de voir disparaître certaines lois de protection civique, comme la loi de 1968. Dans le viseur de Donald Trump, cette loi interdit les discriminations concernant la vente et la location de logements fondées sur la race, la religion et l'origine nationale. «Si Washington décidait de la supprimer, les inégalités géographiques en seraient exacerbées: la question de l'impôt foncier, des inégalités sociales et de la ségrégation raciale ne pourrait que s'aggraver par la disparition de cette protection légale.»

Préoccupée par l'aggravation des inégalités qui s'annonce, Esther Cyna aborde le risque d'une autre mesure fiscale: «Le président soutient ouvertement les crédits d'impôt: les contribuables vont pouvoir demander d'être remboursés de leurs impôts dédiés à l'éducation afin d'inscrire leurs enfants dans des écoles privées.»

À l'ouest, rien de nouveau?

Cette volonté d'alléger la fiscalité se traduit dans les écoles étasuniennes par les *school vouchers*. Les parents, après avoir reçu une enveloppe budgétaire pour l'éducation de leur enfant, choisissent l'établissement où ils souhaitent la dépenser. Le corollaire à ce financement direct est l'arrêt du subventionnement indirect de l'ensemble des écoles. Le chèque-éducation s'inscrit dans la logique de néolibéralisation de l'enseignement public, un chapitre de politique scolaire sur lequel s'entendent démocrates et républicains.

Experte sur le sujet, Nora Nafaa situe: «La délégation des services publics au privé s'opère également dans le cadre scolaire. C'est le cas avec le modèle des charter schools: ces établissements fonctionnent sur la base de

mandats de cinq ans, au terme desquels un bilan est dressé, principalement selon des critères comptables. Les résultats conditionnent la reconduction du financement de l'école.»

En intégrant des normes managériales, ces transformations légitiment la compétition entre les établissements. L'émiettement du statut de bien commun de l'école publique se manifeste également dans la baisse de niveau de l'apprentissage, nivelé en fonction de prestations quantifiables. Interrogée sur la responsabilité de l'éducation dans la réélection du milliardaire, Esther Cyna alerte sur l'un des effets de la néolibéralisation de l'enseignement: «Les écoles sont classifiées en fonction des résultats de leurs élèves à des tests standardisés. L'accent est placé sur les disciplines présentes au sein de ces questionnaires: sciences, anglais, langues étrangères, etc. Tout ce qui n'est pas évalué est dévalorisé. L'éducation civique se trouve éjectée. C'est un danger pour la démocratie.»

En traitant l'école comme un business, l'homme d'affaires Donald Trump pourrait faire sauter d'une classe cette idéologie néfaste à l'émancipation des élèves. Et Nora Nafaa de conclure: «L'école est le reflet de la société. Certes, elle peut influencer des trajectoires individuelles, mais pas sur les tendances économiques, sociales et politiques. De plus, l'enseignement agit sur le temps long, qui dépasse largement la durée d'un mandat. Bien qu'en théorie certaines choses puissent progresser grâce à l'école, la direction actuelle est tout autre.»

1. GIROUX H. «Erasing History, Erasing Democracy: Trump's Authoritarian Assault on Education», Truthout, 6 février 2025: <https://truthout.org/articles/erasing-history-erasing-democracy-trumps-authoritarian-assault-on-education/>

Celui-ci annule le financement fédéral aux écoles publiques enseignant la théorie critique de la race ou sensibilisant à la transition de genre. Une mesure immédiatement dénoncée par Henry Giroux, figure majeure de la pédagogie critique étasunienne, comme «un instrument d'endoctrinement idéologique, imposant un récit nationaliste aseptisé qui efface l'histoire de l'oppression et de la résistance tout en renforçant une culture de l'ignorance et de l'obéissance¹».

La fabrique fiscale des inégalités

Alors que 10% du budget d'une école publique dépend du département de l'Éducation, pour les 90% restants, la fiscalité tient une place structurante. «Dans tous les États fédérés, les écoles sont en partie financées par l'impôt foncier prélevé dans le périmètre d'un district scolaire donné. La part de ce financement dans le budget des écoles varie d'un État à l'autre. Plus un district scolaire est riche, plus ses écoles bénéficieront d'un budget élevé», nous explique Esther Cyna, docteure en histoire de l'éducation et civilisation américaines et autrice d'une thèse portant sur les inégalités liées aux financements scolaires.

L'entrelacement entre inégalités sociales

Timothé Fillon, secteur communication

L'extrême droite en Hongrie, un cas d'école?

Depuis son retour au pouvoir en 2010, Viktor Orbán orchestre une politique scolaire d'extrême droite. Bien que distant de 1500 kilomètres de la Belgique, son virage autoritaire sonne comme un avertissement pour l'Europe entière.

«Le plus grand péché de la politique de Viktor Orbán, c'est la destruction de l'enseignement public», entame Orsolya Eröss depuis son bureau à Budapest. Cette enseignante de français langue étrangère exerce dans un lycée hongrois depuis 21 ans. «La vie des professeurs et de leurs élèves devient de plus en plus réglementée. Notre autonomie professionnelle se réduit à peau de chagrin: nous nous sentons ligotés.» Seules ses convictions la maintiennent dans un métier qu'elle a vu se déliter: dégradation des conditions de travail, baisse des salaires, suppression du marché libre des manuels et pénurie croissante d'enseignant-es.

Vivre la honte au quotidien

«Certaines capacités physiques et intellectuelles sont différentes chez les filles et les garçons» est l'un des principes que peuvent apprendre les élèves hongrois au cours de biologie. En limitant le choix des manuels, la politique scolaire de Viktor Orbán entend imposer sa vision de la société: un récit national révisionniste, une homophobie assumée et une défense acharnée de l'Occident chrétien.

«Enseigner sous Orbán, c'est vivre la honte au quotidien. Le niveau des élèves est alarmant. Le système scolaire hongrois fabrique des individus obéissants», soupire Zsuzsanna Pócsné Berkesi. Jointe par visioconférence pendant sa pause déjeuner, celle qui enseigne dans un lycée du 3^e arrondissement de Budapest illustre son propos par la caricature: ses élèves feraient des galipettes sans poser la moindre question si elle le demandait! Comme sa compatriote, l'enseignante confie souvent hésiter à quitter la profession: «Mais en partant, punirais-je le gouvernement ou mes élèves?»

Du contrôle sans interrogations

Pourquoi quitter ce qu'elle nous décrira plusieurs fois être sa vocation? «L'impact de la politique d'Orbán, c'est le contrôle absolu.» Zsuzsanna le démontre à travers les problèmes rencontrés avec son ancienne direction à la suite d'un post publié sur Facebook: quelques lignes de réflexions sur la programmation d'un poète nationaliste et homophobe du XIX^e siècle lui coûtèrent son poste. Dans un autre établissement, ce furent de présumés parents d'élèves qui s'offusquèrent d'avoir retrouvé le terme «manifestation» dans le cahier de leur enfant.

L'enseignante cite aussi l'ambiguïté de la plateforme en ligne Kréta. Signifiant «craie» en français, elle est devenue le symbole d'une surveillance constante: les enseignant-es sont contraint-es d'y compiler virtuellement leurs cours et les présences des élèves. Si elle s'avère pratique à certains égards, cette plateforme est également un instrument de contrôle, pouvant à tout moment être consultée par l'administration.

Le démantèlement de l'enseignement public

Cette mainmise idéologique s'est accompagnée d'une réduction conséquente des budgets alloués à l'éducation. La Hongrie y consacre en effet l'un des pires budgets de l'OCDE et cette situation couve un record d'inégalités scolaires: lors des derniers tests PISA, le pays obtenait la deuxième plus grande différence de scores selon l'origine socioéconomique des élèves. Alors que l'obligation scolaire a été abaissée à 16 ans, les filières professionnelles réduisent les cours généraux. En outre, le financement avantageux des écoles confessionnelles accentue ces inégalités. Selon l'association hongroise «La voix des parents», trois fois plus d'argent serait investi dans les écoles religieuses que dans les établissements publics. À cela s'ajoute une forme d'organisation scolaire ségrégationniste qui touche la population tzigane, souvent placée dans des classes distinctes. «La ségrégation religieuse, raciale et sociale, voilà la dimension d'extrême droite en Hongrie», résume Orsolya Eröss.

La précarité des salles de classe est séparée par un fin couloir de celle de la salle des profs. Alors que l'inflation galope, le salaire mensuel moyen stagne autour des 400.000 forints, soit environ 1000 euros. «Certains dispensent des cours privés en dehors de leur horaire, tandis que d'autres font des ménages pour payer leur loyer», confie Zsuzsanna Pócsné Berkesi. L'une de ses compatriotes nous explique ne pas connaître de collègues «qui ne travaillent pas à côté». Une autre nous révèle son salaire net: 1470 euros mensuels, malgré ses 33 années d'ancienneté.

Depuis janvier 2024, les enseignant-es ont perdu leur statut de fonctionnaire. Ce nivellement implique davantage d'obligations, pour moins de libertés. Orsolya Eröss décrit des rentrées sco-



©Zsuzsanna Pócsné Berkesi, Hongrie

lares kfkaiennes, chaque nouvelle année étant plus absurde que les précédentes. *«Il y a de plus en plus de tâches administratives. Nous avons l'impression d'avoir de moins en moins de temps pour l'enseignement.»* Et pourtant, depuis 2013, les horaires hebdomadaires ont été élargis de 18 à 32 heures. Visant à aplanir la pénurie touchant la profession, cette réforme n'a fait que l'accroître. Ces mesures se sont installées progressivement, comme l'on dilue du poison dans l'eau. Une enseignante recourt à la métaphore des grenouilles plongées dans une casserole d'eau froide et progressivement réchauffées, jusqu'à finir ébouillantées...

Les risques d'une décentralisation dérégulée

Après un premier mandat à la tête de la Hongrie entre 1998 et 2002, Viktor Orbán (parti Fidesz, extrême droite) reconquiert le poste de Premier ministre en 2010. Cette deuxième séquence ouvre une profonde réorientation de la politique scolaire hongroise. Iván Bajomi, professeur émérite en

sociologie de l'éducation à l'université hongroise, y décèle un retour à une conception du XVIII^e siècle, quand l'enseignement était un instrument de construction nationale.

L'expert contextualise: *«Dès 1985, avant même la chute du bloc soviétique, la Hongrie amorçait déjà une décentralisation de son éducation. Après 1990, le paysage scolaire s'est transformé avec l'émergence de nouveaux acteurs influents: les syndicats et les associations professionnelles. Les municipalités deviennent propriétaires des écoles. C'est une période de diversification de l'offre éducative. La politique éducative encourage l'apparition d'écoles privées alternatives.»*

Cette décentralisation de l'administration s'est accompagnée d'un système de subventionnement des municipalités, calculé au prorata du nombre d'élèves scolarisés dans ses différents établissements scolaires. En période de déclin démographique et de baisse du budget éducatif, l'absence de conditionnement géographique à l'inscription des élèves a dérégulé la concurrence entre établissements. Spécialiste des sciences de

l'éducation à Cergy Paris Université, Jean-Pierre Véran y voit le franchissement d'une ligne rouge entérinant «une véritable défaillance du service public au sens où le système éducatif ne garantit plus l'égalité des usagers dans ses principes¹».

Résistance et répression

C'est d'un service public érodé qu'hérite Orbán à son retour aux affaires en 2010. Des conditions qui rendent possible le virage autoritaire du système éducatif, avec le démantèlement des instances consultatives récemment créées et la suppression de l'autonomie des écoles communales. Iván Bajomi appuie: *«Toutes les décisions, matérielles et pédagogiques nécessitent l'approbation de l'administration. Les écoles redevennent assujetties aux intentions du centre.»*

Le «coup d'État constitutionnel» entériné par le chef d'État connaît ainsi son pendant éducatif. Le ministère de l'Éducation a été supprimé, réduit à un secrétariat d'État rattaché au ministère des Ressources humaines, avant de passer en 2022 sous



l'autorité du ministère de l'Intérieur. Dirigé par l'ancien policier Sándor Pintér, le ministère entend «faire de l'ordre dans l'enseignement» avec des sanctions plus sévères, comme le licenciement.

Enseignante de français subitement licenciée en 2022 pour des raisons politiques, Kata Törley témoigne: «L'enseignement est un bon exemple de ce nouveau rapport du pouvoir avec les citoyens. Orbán crée des pyramides où il est à la tête et supprime l'autonomie des institutions. Il a fait d'un système scolaire relativement décentralisé un système scolaire totalement centralisé.» De passage à Bruxelles, elle nous donne rendez-vous au Parvis Saint-Pierre à Uccle, à plus de 1350 kilomètres de son ancienne école. Après avoir choisi un café à la crème au lait russe, elle évoque son quotidien, qu'elle conjugue désormais à l'imparfait: «Budget, programmes, manuels: tout était piloté depuis le centre. Cela impliquait également la perte d'autonomie des enseignants en tant qu'individus. Les moindres choses manquaient: les directeurs ne pouvaient même plus commander une ampoule. C'est là que notre mouvement s'est lancé.»

C'est en 2016 que craquent les dernières digues. Sous une pluie battante, plusieurs centaines de manifestants se retrouvent

devant le Parlement de Budapest. Les parapluies en deviendront les symboles officiels. Kata Törley y prend un rôle de porte-parole: «Ce mouvement dépassait le monde éducatif, il cristallisait une opposition générale à la politique de Viktor Orbán.» Ces manifestations rassemblent de nombreuses personnes, et ce malgré la méfiance envers le syndicalisme, héritée de l'époque soviétique. Le pouvoir est peu habitué à ces formes de revendications. Un ministre qualifie ces manifestant-es de «gens peu sérieux, hirsutes et vêtus de chemises à carreaux». Les enseignant-es retourneront le stigmate en érigeant les chemises à carreaux comme symbole de la contestation. Plus récemment, une autre réponse adoptée par le gouvernement fut l'inauguration d'une Faculté de formation des enseignants, axée sur les valeurs nationales. «Je pense qu'un des objectifs non avoués de cette formation est de mettre fin aux contestations», suggère Iván Bajomi.

De la grève mutilée à la désobéissance civile

Après la pandémie, la pénurie d'enseignant-es s'aggrave. En cinq ans, les postes non pourvus sont passés de 7.000 à 35.000. Alors qu'un poste sur dix est vacant, les dé-

parts se multiplient tandis que les recrutements diminuent. Le corps enseignant est vieillissant: l'âge moyen des professeurs est de 50 ans. Dans certaines disciplines, en particulier les matières scientifiques, le renouvellement est inexistant. Et les difficultés s'alimentent: le manque de personnel dégrade les conditions de travail, cette déliquescence repousse les jeunes de la profession.

Fin 2021, après l'échec des négociations avec le gouvernement, les syndicats lancent une grève. Qualifiée d'illégale par le gouvernement, les tribunaux finiront par statuer dans le sens des syndicats. Le pouvoir réplique par un décret imposant des services minimums: 50% des cours doivent être maintenus et 100% pour les classes terminales. «Notre grève était mutilée», grince Kata Törley. Consterné, un collègue lui téléphone quelques jours après l'annonce. Devant cette impasse, ils décident de se tourner vers la désobéissance civile: «Nous avons commencé à organiser des grèves par rotation. Comme une avalanche, le mouvement s'est répandu dans plusieurs centaines d'écoles, avec la participation de milliers d'enseignants.»

La sentence tombe un vendredi. Des membres de l'administration s'engouffrent dans l'école et lui remettent une lettre de licenciement immédiat. L'enseignante a quelques minutes pour quitter 23 années de pratique passionnée. Une profession qu'elle continue de considérer comme sa vocation. «C'est extrêmement douloureux d'être renvoyée de son métier pour un cas de conscience», confie-t-elle au bord des larmes. À quelques tables de notre échange, des enfants commencent à hurler. Dépités, nous bredouillons une dernière question pour clôturer l'entretien sur une fin moins dramatique. «Oui, il y a aussi du beau. Nous avons touché la grâce quand enseignants, élèves et parents se sont unis pour un avenir meilleur. Le soutien est tel que je ne peux traverser les rues de Budapest sans être applaudie.»

1. VÉRAN J.-P. «Protéger les savoirs scolaires du pouvoir politique: un enjeu partout», *Mediapart*, 12 octobre 2022.

Quand l'extrême droite rêve de faire école

Grégory Chambat décortique les ambitions éducatives de l'extrême droite dans son ouvrage *Quand l'extrême droite rêve de faire école*. Enseignant dans un lycée français, il est un observateur privilégié de la montée des idéologies réactionnaires et de leurs stratégies de conquête du système scolaire.

«La bataille culturelle et politique se joue avant tout à l'école», affirmait en conférence de presse le politicien d'extrême droite Eric Zemmour en 2022. «Nous restaurerons l'école, les enseignements fondamentaux et, dans l'intérêt même de nos enfants, l'autorité des maîtres», proclamait Marine Le Pen dans un discours prononcé en 2018. Les chevaliers de l'ordre n'ont pas limité la zone de front à la patrie de Jeanne d'Arc. Aux quatre coins du monde, les rêves de l'extrême droite sont les cauchemars de l'école: du Brésil de Jair Bolsonaro avec le collectif «L'école sans parti» aux manuels uniques hongrois de Victor Orbán, en passant par les livres interdits des États-Unis de Donald Trump. Cet horizon, Grégory Chambat le scrute de fond en comble dans son ouvrage *Quand l'extrême droite rêve de faire école*. Une bataille culturelle et sociale.

Les cauchemars de Grégory Chambat

La montée de l'extrême droite française a coûté de nombreuses insomnies à Grégory Chambat, enseignant dans un collège de Mantes-la-Ville. Ses nuits blanches sont repeintes en noir depuis la victoire du Front national dans la mairie qui borde son lieu de travail. En 2014, elle devient la première d'Île-de-France à tomber dans le giron réactionnaire. Ses longues veillées, il ne les a pas passées à compter les mouches, mais à disséquer les rapports entre l'extrême droite et l'éducation. Une question qu'il n'estime pas suffisamment prise au sérieux et qu'il déploie tout au long de son livre publié en 2023. Une boîte à outils pour comprendre et faire face à l'extrême droite en milieu scolaire.

Éduquer: Pourquoi avoir écrit *Quand l'extrême droite rêve de faire école*?

Grégory Chambat: Ce livre fait suite à mon

précédent ouvrage, *L'école des réac-publicains*. Il s'attelle à démontrer la croisade culturelle menée par les forces réactionnaires sur les questions scolaires. Lors des rencontres qui ont suivi sa sortie, j'ai constaté que les liens entre l'extrême droite et l'éducation étaient encore largement sous-estimés. Ce livre cherche à les dépeindre dans le temps et l'espace.

Éduquer: Quels sont ces liens entre l'extrême droite et l'éducation?

G.C.: La conquête scolaire est à la fois un objectif et un outil de pouvoir pour l'extrême droite. Sa stratégie est double: endoctriner la jeunesse et s'attaquer à ce qui est considéré comme ennemi de l'idéologie nationaliste. Les nationalistes rêvent de contrôler l'école, de la soumettre à un parti unique, pour y distiller leurs idées et conforter leur pouvoir.

Éduquer: Le livre est sous-titré *Une bataille culturelle et sociale*. Pouvez-vous expliquer?

G.C.: L'extrême droite s'est appropriée la critique de l'école, réduisant celle-ci à des questions de sécurité et d'autorité. Cette récupération a une histoire récente. Depuis les années 1980, deux camps s'affrontent sur les questions scolaires. D'un côté, les autoproclamés «républicains» et de l'autre, les progressistes. Ces «républicains» ont commencé à se former en s'opposant aux sociologues, en chargeant tout particulièrement Pierre Bourdieu. Ensuite, au milieu des années 1980, paraît le livre de Jean-Claude Milner *De l'école*. La publication de ce pamphlet acte le déplacement de la cible sur les pédagogues.

Éduquer: Vous parlez de «réac-publicains»...

G.C.: J'ai forgé ce néologisme pour ne pas aban-



donner le monopole du terme «républicain» à ces idées conservatrices. L'extrême droite semble avoir gagné une partie de cette bataille culturelle: la pensée critique sur l'école comme projet émancipateur a massivement reculé. Les seules réflexions audibles dans l'espace public tournent essentiellement autour de la sécurité, de l'autorité, de la sélection, etc. Je pense que pour faire progresser les questions scolaires, il faut autant défendre l'école publique que la critiquer. C'est en cheminant collectivement sur cette voie que nous pouvons la transformer de l'intérieur.

Éduquer: L'école de l'extrême droite, c'est une question de fond ou de forme?

G.C.: Les deux. Sur le fond, l'extrême droite cherche systématiquement à réécrire les programmes scolaires dans les territoires qu'elle contrôle. Son principal cheval de bataille est le *roman national*: une approche

qui transforme l'histoire scientifique en récit quasi littéraire, privilégiant la narration patriotique à l'analyse rigoureuse. Un autre élément invariable est la réduction des contenus d'enseignements aux fondamentaux: lire, écrire et compter. Ce qui revient à marginaliser délibérément certaines disciplines considérées comme secondaires: les enseignements artistiques ou les sciences physiques et sociales. Les questions sociétales sont également menacées. L'éducation affective et sexuelle, par exemple, est systématiquement repoussée vers la sphère familiale. En Hongrie, cette logique a produit des manuels scolaires uniques aux contenus particulièrement problématiques, porteurs de stéréotypes sexistes manifestes. L'objectif sous-jacent est de formater la pensée des jeunes générations en réduisant leur capacité d'analyse critique et leur ouverture intellectuelle.



Éduquer: Et concernant la forme, comment l'extrême droite pense-t-elle l'organisation de l'école?

G.C.: Elle repose sur une logique verticale. Il s'agit de renforcer la hiérarchie par le contrôle et la répression du personnel, notamment des syndicalistes. Dans les mairies déjà acquises à sa cause, on observe une véritable chasse aux opposants, avec des licenciements et des mises à l'écart. La visée est d'imposer un enseignement unique et discipliné. Une pédagogie autoritaire se décline à travers l'uniformité – vestimentaire et intellectuelle – où la standardisation devient la norme. Les évaluations se multiplient, créant des processus de tri. Eric Zemmour

Pour l'instant, il s'agit d'un retour idéalisé à l'école d'avant mai 1968, avec une obsession: l'école de la III^e République de Jules Ferry. L'imaginaire conservateur convoque un passé composite, fait de traditions et de normes rigides, où l'école était un lieu de transmission verticale et de discipline.

Éduquer: Dans votre livre, vous parlez de «laboratoire» de l'extrême droite. Comment comprendre cette expression?

G.C.: L'extrême droite dispose de plusieurs terrains d'expérimentation. Dans les mairies françaises qu'elle contrôle, elle met en œuvre des stratégies précises, notamment dans le domaine périscolaire. Bien que limitées dans leurs pouvoirs sur les écoles, ces municipalités transforment progressivement les services connexes. Les aides aux devoirs deviennent payantes, les tarifs de cantine augmentent. Sous couvert de «responsabilisation des familles», la cible réelle est claire: les personnes les plus précaires. Un discours de stigmatisation qui se traduit concrètement par des obstacles financiers.

Un autre exemple de laboratoire de la pédagogie d'extrême droite, ce sont les écoles «Espérance Banlieue». Situées dans les quartiers dits «sensibles», ces institutions privées hors contrat visent à transmettre l'amour de la patrie en inculquant les valeurs judéo-chrétiennes aux élèves. Une logique néocoloniale comprenant le lever de drapeau, l'incantation de la Marseillaise, le port d'uniforme, etc. L'ancrage religieux de ces écoles se rapproche de l'évangélisation.

Éduquer: À l'heure où nous échangeons, le président étasunien Donald Trump réunit un panel international de personnalités de la mouvance d'extrême droite. Existe-t-il une sorte d'internationale conservatrice en matière scolaire?

G.C.: Sans aller jusqu'à parler de programme global, nous pouvons déceler certaines convergences entre différents pays. Au Brésil, l'ancien président d'extrême droite Jair Bolsonaro est arrivé au pouvoir avec l'appui d'un mouvement particulièrement influent, «L'école sans parti». Ce collectif de parents et d'élèves visait à «démarxiser» l'éducation brésilienne. Après sa défaite aux présidentielles françaises en 2022, Eric Zemmour lance le collectif «Parents vigilants». À l'instar du cas brésilien, Zemmour centre une grande partie de sa communication sur la lutte contre l'éducation à la vie relationnelle affective et sexuelle. Une stratégie politique inspirée par la conquête du pouvoir de Bolsonaro. Sur

«Pour faire progresser les questions scolaires, il faut autant défendre l'école publique que la critiquer. C'est en cheminant collectivement sur cette voie que nous pouvons la transformer de l'intérieur.»

et Marine Le Pen prônent une orientation précoce en dehors du collège unique, prolongeant des discours essentialistes qui segmentent et hiérarchisent.

Éduquer: En deçà du fond et de la forme, existe-t-il une pensée pédagogique d'extrême droite?

G.C.: Plutôt une pensée antipédagogique. Les véritables approches pédagogiques s'établissent à partir d'une vision sociale, anthropologique et politique. La tradition pédagogique vise à l'émancipation des élèves. L'extrême droite s'y oppose avec virulence.

Éduquer: Quel passé cherchent à conserver les réactionnaires?

G.C.: L'extrême droite se réfère toujours à un modèle antérieur qui se déplace au fil de l'histoire: anti-Lumières, anti-laïc, celui de l'enseignement non mixte, etc.

Quand l'extrême droite rêve de faire école: une sortie particulière

D É T O X

GRÉGORY CHAMBAT

QUAND L'EXTRÊME DROITE
RÊVE DE FAIRE ÉCOLE
UNE BATAILLE CULTURELLE ET SOCIALE

Pourquoi le livre de Grégory Chambat est-il également accessible gratuitement? Cette interrogation nous renvoie à la soirée mouvementée du 9 juin 2024. Alors que les Belges observaient les résultats des élections fédérales et

régionales, Emmanuel Macron stupéfiait le monde entier. Face à la déroute de la majorité présidentielle aux élections européennes, le président français annonça la dissolution de l'Assemblée nationale. Cette décision précipita l'Hexagone dans une course contre la montre: deux semaines seulement pour organiser une campagne pour les législatives anticipées. Un sprint dans lequel l'extrême droite du Rassemblement national partait favorite, forte de son résultat aux Européennes (31,5%).

Un puissant sursaut républicain se propagea alors dans le pays: tractations, prises de parole, cartes blanches. De nombreuses maisons d'édition rejoignirent la bataille contre le parti héritier du régime de Vichy en republiant gratuitement certains ouvrages. «*J'ai très vite demandé à l'éditeur de participer à ce mouvement collectif. Le moment politique était crucial, toute action avait son importance*», explique l'auteur.

La bibliographie de Grégory Chambat

- Femmes pédagogues. Des insurgées de 1848 à Bell Hooks (2024)
- Quand l'extrême droite rêve de faire école. Une bataille culturelle et sociale (2023)
- De Montessori aux neurosciences. Offensives contre l'école du commun, avec Alain Chevarin (2024)
- Apprendre à désobéir. Petite histoire de l'école qui résiste, avec Laurence Biberfeld (2021)
- L'école des réac-publicains. La pédagogie noire du FN et des néoconservateurs (2016)
- Pédagogie et révolution (2015)
- L'école des barricades. Vingt-cinq textes pour une autre école 1814-2014 (2014)

ses affiches de campagne, le mot «école» apparaît en toile de fond de la sécurité et de l'immigration. Il est crucial de rappeler que l'extrême droite n'est jamais arrivée seule au pouvoir. Aujourd'hui, nous observons un rapprochement entre le néolibéralisme et l'extrême droite.

Éduquer: Quels sont ces liens entre néolibéralisme et extrême droite?

G.C.: Le Front national de Jean-Marie Le Pen était résolument hostile à l'école publique. Dans son programme, il s'inspire de l'économiste néolibéral Milton Friedman. Il prône la mise en place du chèque-éducation: chaque famille reçoit le montant de la scolarité de ses enfants et peut décider de le remettre à l'école de son choix. Une libéralisation totale de l'enseignement, notamment influencée par des réseaux catholiques intégristes et défenseurs de l'école privée. Une mise en concurrence du privé et du public, expérimentée par le dictateur chilien Augusto Pinochet et appliquée dans certaines régions britanniques par Margaret Thatcher.

Éduquer: Le terme de «normalisation» est souvent utilisé pour décrire la stratégie de Marine Le Pen. S'applique-t-il également sur le terrain scolaire?

G.C.: En effet, avec Marine Le Pen, nous assistons à un tournant en matière de politique scolaire. Elle s'est même excusée publiquement pour certains propos tenus par son père. Alors que Jean-Marie Le Pen qualifiait les enseignants de «fumeurs de shit invétérés» avec «des blue-jeans crasseux, aux savates éculées», sa fille les considère comme de potentiels électeurs. Appuyée par Florian Philippot, fils de directeur d'école et connaisseur du système scolaire, Marine Le Pen transforme le programme scolaire du parti et rétablit la nostalgie d'un âge d'or de l'école de la III^e République. Un pari gagnant: près de 20% des enseignants votent maintenant pour l'extrême droite. Ce chiffre s'explique par l'explosion de deux plafonds de verres: le vote féminin et celui des fonctionnaires.

Éduquer: Comment la profession enseignante peut-elle lutter contre l'extrême droite?

G.C.: Sans chercher à surresponsabiliser les enseignants, ils peuvent participer à un mouvement général. Il faut se rappeler que le niveau d'études est déterminant: plus les jeunes sont formés, moins ils votent extrême droite. Mettre les élèves face à de vraies expériences de l'extrême droite, c'est essentiel. On se réfère trop souvent à l'histoire, ce

qui peut parfois rendre le problème abstrait. Il faut s'atteler à démontrer ces existences contemporaines: Brésil, Hongrie, États-Unis.

Éduquer: L'école a-t-elle donc une place pour endiguer la montée de l'extrême droite?

G.C.: Le combat ne se limite pas au seul monde éducatif, mais l'école reste un rempart essentiel. La défense de l'école publique est primordiale. La défiance des familles alimente le vote d'extrême droite. La mauvaise réputation d'une école peut entraîner certaines familles à construire des stratégies d'évitement individuelles en n'y inscrivant pas leurs enfants. À ce repli individuel, je privilégie la promotion d'une solidarité collective et l'approche des problèmes dans toute leur complexité. Nous pouvons nous mobiliser pour tenter d'améliorer l'institution scolaire, sans oublier qu'elle progresse uniquement à partir de nos mobilisations et de nos pratiques. Enfin, n'oublions pas que les enseignants sont des salariés, encadrés par des droits. L'extrême droite est l'ennemi des travailleurs et des travailleuses. Avec d'autres professions, c'est sur ce terrain que nous devons nous mobiliser pour combattre la précarité qui est l'un des terrains les plus fertiles à ces idées nauséabondes.

Pour aller plus loin

DOCUMENTAIRE

Éducation à la sexualité, l'école sous pression

Ce documentaire réalisé par France Télévision examine l'enseignement de l'éducation à la vie affective et sexuelle, en consacrant une part importante à l'affaire belge EVRAS. Le film retrace chronologiquement cette controverse idéologique amplifiée par les réseaux sociaux, où les professeur-es se retrouvent tiraillé-es entre leur mission éducative et des pressions constantes. Une enquête approfondie qui interroge les défis contemporains de l'enseignement.

Éducation à la sexualité, l'école sous pression, de Jaouhar Nadi et Pierre Zéau, La fabrique du mensonge, France TV, 2025, 98 minutes.



PHILOSOPHIE

La logique totalitaire

Dans ce recueil d'aphorismes, Jean Vioulac propose une réflexion sur la crise contemporaine. Le philosophe français développe une analyse selon laquelle le chaos contemporain est l'aboutissement de la rationalité occidentale. De Platon à Heidegger, Vioulac identifie

le fil conducteur d'une totalisation inexorable, reliant sous une même logique l'État, la démocratie, le capitalisme et la technique. Sa relecture philosophique de l'histoire de la philosophie révèle comment

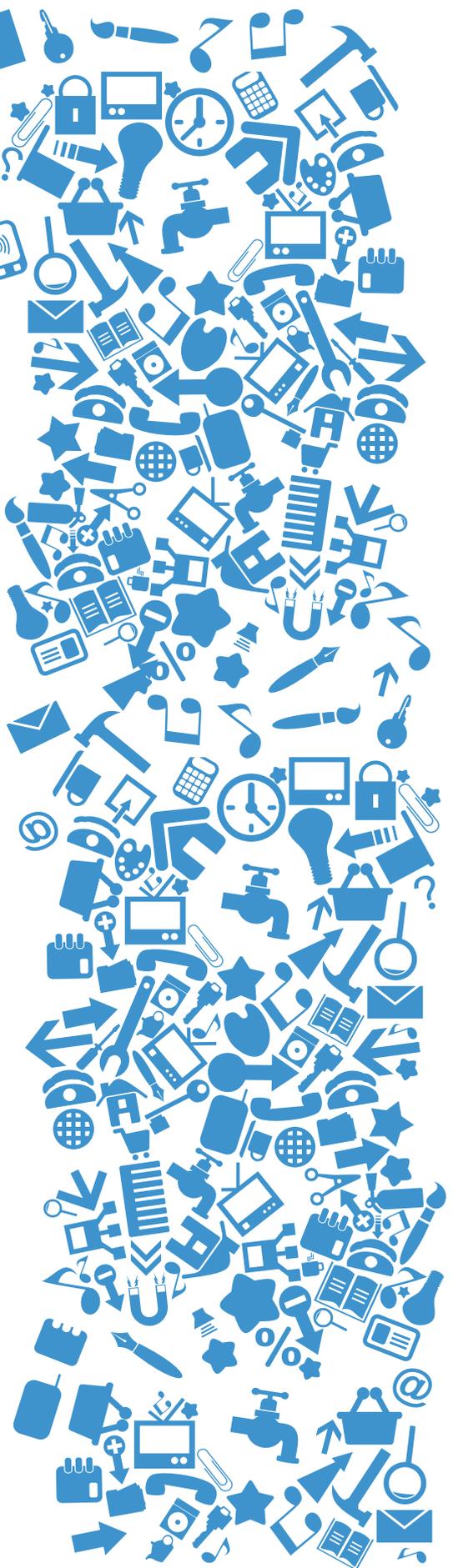
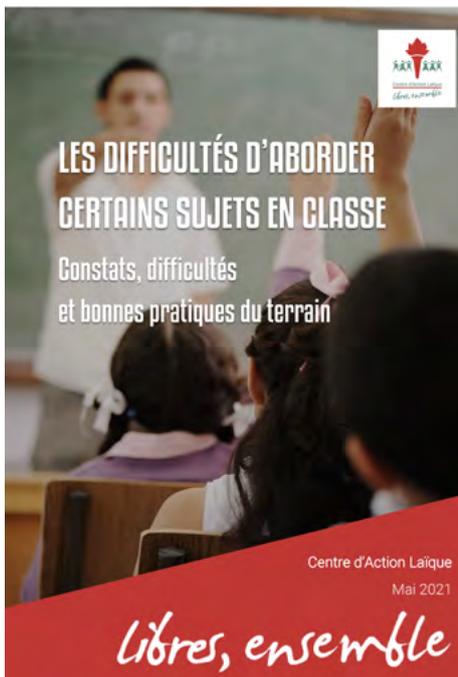
ces forces structurent le présent. Un essai qui interroge les fondements du quotidien et invite à repenser notre relation au monde, à l'heure où les sirènes totalitaires résonnent avec une inquiétante familiarité.

VIOULAC Jean. La logique totalitaire: Essai sur la crise de l'Occident, Presses universitaires de France, 2013, 496 p.

ÉTUDE

Les difficultés d'aborder certains sujets en classe

Comment enseigner les sujets sensibles dans un climat scolaire en mutation? Le Centre d'Action Laïque présente une enquête qui donne la parole aux premiers concernés: les membres du corps enseignant. À travers 40 questions précises, cette étude dresse un état des lieux des obstacles rencontrés dans l'enseignement obligatoire. L'ouvrage recense également les pratiques efficaces sur le terrain. Un outil utile pour favoriser l'esprit critique des élèves tout en préservant la sérénité de l'environnement scolaire. *CENTRE D'ACTION LAÏQUE. Les difficultés d'aborder certains sujets en classe. Constats, difficultés et bonnes pratiques du terrain, 2021. Étude téléchargeable sur <https://www.laicite.be/difficultes-daborder-certains-sujets-classe/>*



ESSAI

Fascisme fossile

Réchauffement climatique et montée de l'extrême droite: une combinaison que le Zetkin Collective analyse en profondeur. Cet ouvrage montre comment les partis nationalistes se sont positionnés en défenseurs de l'industrie fossile, tout en s'opposant aux initiatives écologiques. L'enquête explore les archives du fascisme: de Marinetti à Jünger, du IIIe Reich à Mussolini, une même affinité pour les énergies fossiles alimente leurs projets politiques. Face à l'émergence d'un possible «fascisme fossile» déterminé à maintenir le statu quo, les auteurs alertent: plus la Terre se réchauffe, plus la défense du climat et l'antifascisme deviennent des combats indissociables.

ZETKIN COLLECTIVE (coordonné par Andreas Malm). *Fascisme fossile: L'extrême droite, l'énergie, le climat, La Fabrique, 2020, 368 p.*



POLITIQUE

La haine de la démocratie

Vingt ans après leur publication, les analyses des discours antidémocratiques proposées par Jacques Rancière n'ont pris aucune ride. Tandis que certaines voix continuent de déplorer l'individualisme et la montée du populisme, le philosophe démasque la confusion autour de la notion de «démocratie». Rancière renverse la perspective: la démocratie n'est pas un système politique, mais le principe d'égalité entre les humains et la pratique qui conteste le monopole des élites sur la vie publique. Sa thèse – l'égalité comme point de départ et non comme horizon – bouscule bien des discours et offre une boussole pour naviguer en eaux troubles.

RANCIÈRE Jacques. *La haine de la démocratie, La fabrique, 2005, 112 p.*

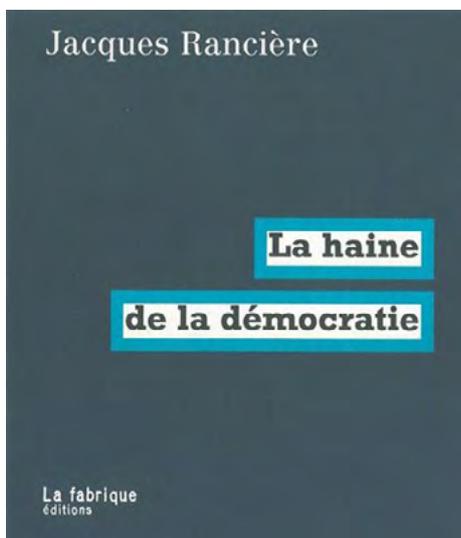


ROMAN

Les derniers jours du Parti socialiste

Aurélien Bellanger analyse l'effondrement du Parti socialiste. Un portrait critique des errements idéologiques de la gauche française sur la laïcité. Les figures médiatiques y sont caricaturées avec acuité: Onfray, Enthoven, Bouvet, Val, Fourest, etc. L'auteur l'a lui-même indiqué sur ses réseaux sociaux: ce livre raconte comment une hérésie du PS, le «Printemps républicain, entouré d'un groupuscule d'intellectuels contestés», a pavé le chemin vers une «victoire de l'extrême droite en France».

BELLANGER Aurélien. *Les derniers jours du Parti socialiste, Seuil, 2024, 480 p.*

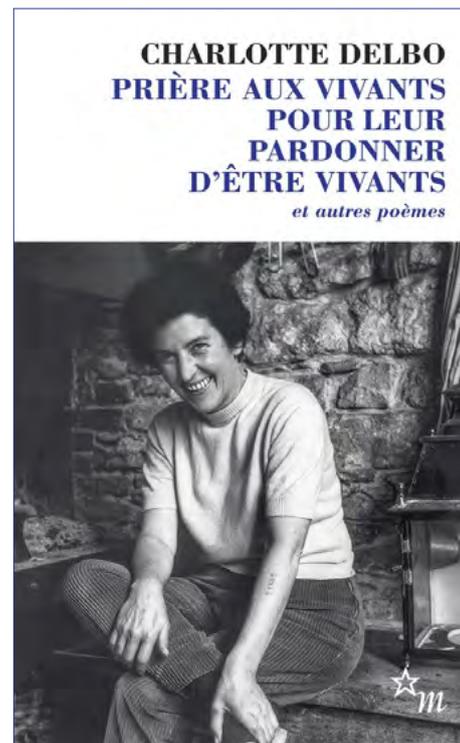


POÉSIE

Prière aux vivants pour leur pardonner d'être vivants

Résistante déportée à l'âge de 25 ans, Charlotte Delbo survit 27 mois dans les camps nazis avant de consacrer sa vie à témoigner. Ce recueil posthume rassemble ses poèmes publiés entre 1946 et 1971, augmentés de dix inédits. Sa poésie, née au cœur même de l'horreur, montre comment le langage peut résister à la barbarie la plus extrême. Une œuvre importante qui rappelle que la poésie n'est pas un luxe superflu face à l'abîme, mais une nécessité pour préserver notre humanité. «Écrire un poème après Auschwitz est barbare», proclamait Adorno. Charlotte Delbo y répond avec une œuvre poétique qui transperce l'âme.

DELBO Charlotte. *Prière aux vivants pour leur pardonner d'être vivants, Les Éditions de Minuit, 2024, 160 p.*



La pleine conscience, une invitation à la joie

La formation à la pleine conscience proposée à la Ligue s'adresse à toute personne désireuse de s'investir dans un chemin d'exploration pour améliorer sa relation à sa propre vie et aux autres, notamment dans son contexte de travail. L'apprentissage est progressif mais la promesse est belle: une vie vécue de manière plus présente, bienveillante, détendue et fluide!

Quel parcours peut bien mener à la formation de pleine conscience? Il s'agissait d'un élan, d'une soif d'inclusion, nous dit Bruno Gilain, formateur à la Ligue. Quand il était enfant, plusieurs de ses amis se trouvaient exclus, discriminés. De cette époque lui est restée cette idée: comment créer un monde où chacun a sa place? Après ses études d'économie, il est passé par la recherche en économie sociale («une activité passionnante mais pas assez proche de l'action»), l'action politique chez Écolo, l'action sociale au CPAS de Schaerbeek, pour arriver en 2009 à la direction de Convivial, une association qui accueille et accompagne plus de 3000 personnes d'origine étrangère par an pour leurs formalités administratives, le logement, la formation ou encore l'emploi. Une mission enrichissante, où il est à tout moment question d'inclusion, de confiance, de non-jugement et de vivre-ensemble.

Avec ses trente ans d'expérience dans le non-marchand et l'action sociale, Bruno Gilain a développé une connaissance fine des défis et des

sources de stress rencontrés par les personnels des secteurs publics et associatifs, que ce soit dans des fonctions de travail social, de prestation de soins, de support administratif, de coordination ou de direction.

«*Fondamentalement, la pleine conscience nous invite à accepter que la vie soit interconnexion et impermanence, qu'elle soit un mélange constant de moments agréables et de moments difficiles.*»

Parallèlement, ses questions de toujours – comment s'épanouir? comment être bien ensemble et avec soi? – l'ont mené à la communication non violente, puis il y a 15 ans à la Danse des 5 Rythmes et à la pleine conscience, qui ne l'a plus quitté. Au moment du covid, Bruno a ressenti le besoin de partager son expérience, «comme un fruit mûr», et de suivre une qualification d'enseignant MBSR avec un certificat universitaire à l'ULB.

Dans son travail quotidien, la pleine conscience l'inspire pour se tenir à l'écoute. Elle lui a permis de développer plus de patience, de présence, de clarté et d'intuition, et à mener des dialogues transparents et explicites. Ce sont ces qualités qu'il se propose de transmettre à la Ligue, afin d'aider à mieux comprendre comment «fonctionne» l'être l'humain et à découvrir l'existence d'une réelle

«La pleine conscience, ce sont des qualités d'être et de présence, caractérisées par une attention volontaire à l'instant présent et par une bienveillance, sans attente ni jugement.»



© Bruno Gilain

marge de manœuvre en termes de détente et d'ouverture dans la relation que l'on noue avec son vécu, comme il nous l'explique dans cet entretien.

Éduquer: Pouvez-vous nous rappeler d'où vient la pleine conscience?

Bruno Gilain: Il existe une tradition millénaire de pratiques méditatives et d'éthiques de vie partout dans le monde, comme le bouddhisme qui date de 2500 ans ou d'autres pratiques spirituelles dans nos régions. En Orient, une place plus grande et plus durable est donnée aux traditions contemplatives. En Occident, avec les Lumières, un grand accent a été mis sur la réflexion rationnelle, la philosophie et les sciences. Ces derniers siècles, une certaine culture dominante y a mis le focus sur la maîtrise de la nature par l'être humain, sur l'esprit de compétition, la comparaison, l'optimisation, l'individualisme et la satisfaction immédiate de nos désirs, etc. C'est dans ce contexte notamment que la

pleine conscience a remis en avant sous une forme nouvelle ces traditions méditatives qui viennent comme contrebalancer cette évolution et ce qu'elle génère de stress, de déconnexion de soi, des autres et à la nature, du mystère de la vie.

Éduquer: La pleine conscience fait-elle le lien entre ces approches?

B.G.: En effet. En 1979, Jon Kabat-Zinn, un professeur en biologie moléculaire au sein de la faculté de médecine de l'Université du Massachussets, pratiquant régulier de méditation et de yoga, a fondé la Clinique de réduction du stress. À partir des enseignements bouddhistes, il a créé un programme de réduction du stress et de relaxation (le *Stress Reduction and Relaxation Program*, rebaptisé par la suite MBSR, pour *Mindfulness-Based Stress Reduction*). Il a ainsi développé un rapprochement entre les traditions bouddhistes orientales et les approches occidentales contemporaines de médecine et de gestion du stress, et cela au service de la



sens juste-là dans mon corps?» me ramenait à l'instant présent et par exemple à prendre conscience d'un besoin de ralentir et doser mon effort. La présence permet de sentir où on en est et de prendre soin de soi et des autres. Et puis, il y a l'autre dimension essentielle: la bienveillance. Lorsqu'on se met à l'écoute de ce qui vit en nous, on rencontre de la joie et aussi de la souffrance. Et on réalise que nous avons cette tendance au jugement, à vouloir que la vie soit différente en se crispant impulsivement pour retenir l'agréable et repousser le désagréable, répétant souvent de vieux schémas. Cette impulsivité-là ajoute beaucoup de souffrance. La bienveillance est un chemin vers une relation plus amicale avec cette nature humaine faite de hauts et de bas, ouvrant la capacité à être moins dans la réaction et plus dans l'émergence de réponses nouvelles, plus ouvertes.

Éduquer: Comment acquiert-on cette qualité de présence?

B.G.: Cette manière d'être est nourrie par l'apprentissage de diverses pratiques méditatives à l'écoute du souffle, du corps, des sons, des pensées... pour renouer progressivement avec une capacité à renouer avec l'instant présent chaque fois qu'on réalise être emporté par des ruminations et des réactions parfois très loin de notre intention. Au début de la formation, on prête en particulier attention à ce qui nous est agréable. L'être humain ayant tendance à se focaliser sur ce qui dérange, la formation invite à ressentir pleinement ce qui nous fait du bien dans une triple dimension cœur-corps-esprit. On nourrit ainsi une détente profonde et une capacité à se sentir heureux ou heureuse. On peut ensuite se tourner vers ce qui est vécu comme difficile et apprendre à l'accueillir avec bienveillance et sans vouloir faire disparaître ces sensations-là, mais en cultivant de la compassion et une capacité à ne pas s'identifier exclusivement à ce qui fait mal.

Éduquer: Faut-il être sous stress ou en souffrance pour se former à la pleine conscience?

B.G.: Bienvenue à toute personne qui se sent attirée! La formation à la pleine conscience est un beau cadeau que l'on se fait. Et il ne faut pas attendre d'être en souffrance psychologique ou physiologique pour l'aborder, même si beaucoup y viennent motivés par une certaine souffrance ou des vécus de stress.

Éduquer: En quoi peut-elle nous aider en situation de stress?

B.G.: Le stress est en soi un mécanisme naturel du vivant, qui se tend et se détend en lien avec ses perceptions. Ensuite, il y a le stress surajouté, induit par nos émotions et réactions comme la fuite, la colère, l'agressivité, la jalousie, l'abattement... La pleine conscience nous dit que dans cet enchaînement réactif, on a une marge de manœuvre. La pleine conscience nous permet d'accueillir nos émotions, de relâcher nos jugements et d'accepter aussi les sensations difficiles. Cela crée un espace intérieur plus vaste, permettant de contenir la souffrance sans en ajouter et d'entrevoir de nouvelles ouvertures. Prendre conscience aussi que toute chose passe, et que nous sommes à la fois unique et si semblable dans notre humanité, est une ressource puissante nourrie dans ce cadre.

Éduquer: La pleine conscience protège-t-elle de toute souffrance?

B.G.: L'une des désillusions pourrait provenir du fait qu'on espère ne plus souffrir, ce qui est une illusion. La pleine conscience nous permet de nous sentir plus confortable avec la souffrance. L'être humain est en souffrance quand il est crispé dans le «moi», dans un sentiment de séparation. La pleine conscience nous invite à nous sentir faire partie d'un tout beaucoup plus vaste. On passe alors du «je» au «nous», à une humanité partagée, et cela nous rend plus aimant. Son cadeau, c'est la joie!

Éduquer: Faut-il pratiquer quotidiennement?

B.G.: Rien n'est obligatoire, mais la pleine conscience se cultive! Tout est question d'intention et de besoin. S'il n'y a pas de prescrit formel, cadenassé, la pratique régulière aide clairement, elle est soutenante. L'idée est de poursuivre une discipline détendue, ajustée, qui nous permet lorsque l'on est dans la tourmente (une maladie, un deuil, une perte d'emploi par exemple) de garder le cap, comme la capacité de tendresse et de gratitude, y compris dans les épreuves. Les moments très difficiles peuvent devenir porteurs de très belles choses.

Éduquer: Quels bienfaits peut-on retirer de cette pratique?

B.G.: Fondamentalement, la pleine conscience nous invite à accepter que la vie soit interconnexion et impermanence, qu'elle soit un mélange constant de mo-

santé dans une vision holistique et laïque. Au départ, son programme était destiné à des personnes atteintes de douleurs chroniques et de troubles liés au stress. Grâce à la reconnaissance scientifique des effets de la pratique de la pleine conscience (effets psychologiques, physiologiques et structurels sur la santé), son programme a ensuite connu une large diffusion auprès de publics et de champs d'activité variés.

Éduquer: Comment décririez-vous la pleine conscience?

B.G.: Ce sont des qualités d'être et de présence, caractérisées par une attention volontaire à l'instant présent et par une bienveillance, sans attente ni jugement. Quand on se met à l'écoute, on constate qu'on passe un temps considérable à ressasser le passé et à planifier le futur. On est en pilote automatique la plupart du temps. En vélo sur le chemin du travail, j'étais souvent «en réunion» plutôt que sur la route! Alors, me poser la question simple «comment je me

ments agréables et de moments difficiles. Elle nous permet de développer un regard et une relation tendre et sensible à l'ensemble, plus détachée et à l'écoute de réponses inspirées par cette tendresse.

Éduquer: La pleine conscience ouvre-t-elle des portes inattendues?

B.G.: Redécouvrir la joie, la curiosité, l'esprit du débutant, l'éveil aux surprises de la vie, c'est l'un des cadeaux possibles. Aller de manière plus organique vers les gens et les événements, aussi. Ou encore, nourrir l'acceptation. Et attention, acceptation n'est pas résignation: accepter l'expérience (la douleur, la tristesse, l'inquiétude) permet de répondre plutôt que de réagir, dans la bonne énergie. Se mettre à l'écoute, relâcher la volonté d'évacuer les mauvaises sensations, c'est ouvrir la porte au discernement et à une action plus juste. L'invitation est de lâcher les attentes et de s'ouvrir à ce qui peut émerger.

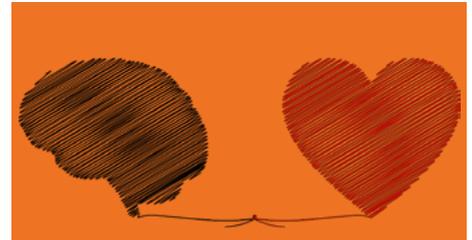
Éduquer: En quoi la pleine conscience peut-elle nous aider dans le cadre professionnel?

B.G.: Tout ce qu'on a évoqué jusqu'ici vaut pour nos relations professionnelles et notre manière de vivre notre expérience au travail. L'écoute et la présence fine à ce qui vit en nous et chez l'autre ouvrent à plus de discernement et une capacité de mieux nous relier aux autres. La bienveillance et le non-jugement peuvent nous aider à tra-

verser des situations tendues ou qui nous dépassent avec plus de recul et de stabilité, en gardant le cap d'une intention d'ouverture à l'émergence de réponses créatives et partagées. L'acceptation de nos limites, nos erreurs et souffrances si humaines peut nous aider à garder le cap de la confiance et de la patience, à nourrir le prochain pas.

Éduquer: Avez-vous des projets pour la suite?

B.G.: Je voulais amener la pleine conscience dans le social et le non-marchand, je commence à le faire grâce à la Ligue, dont c'est notamment le public. Mon rêve serait d'amplifier cela en fédérant les énergies pour mettre plus de conscience et de paix, notamment dans les lieux de décision collectifs. Je rêve aussi de la proposer aux bénéficiaires de ce public, aux personnes marginalisées qui y ont moins facilement accès.



Formation à la Ligue

Réduire le stress par la pleine conscience

Directement inspirée du cycle MBSR en huit semaines, cette formation en propose une déclinaison en trois journées espacées de quelques semaines. Plutôt qu'une formation ex-cathedra, il s'agit d'un chemin expérimentiel, qui poursuit les mêmes objectifs que le module classique: développer sa capacité à vivre sa vie de manière plus sereine et créative; apprendre à identifier et vivre pleinement les moments qui ressourcent et augmentent la résilience; apprendre à reconnaître et se détendre avec ce qui est difficile et nous prend de l'énergie; développer sa capacité à discerner ses réactions automatiques et répétitives liées au stress et à ouvrir un espace pour l'émergence d'autres réponses; apprendre à ressentir et identifier lorsqu'on est en difficulté, à savoir faire «pause», accueillir et prendre du recul avant de se remettre en marche; et enfin nourrir une capacité à cultiver, dans la présence, des attitudes de curiosité, de non-jugement, d'acceptation, de lâcher-prise, de patience et de confiance.

La première journée de formation est consacrée à l'ancrage et à la présence par des pratiques formelles (*body scan*, yoga, etc.) pour ressentir ce qui nous fait du bien. La seconde journée est axée sur le stress, la réactivité, l'accueil et la bienveillance. La troisième journée invite enfin à un chemin personnel afin de poser ses balises pour la suite. La formation est basée sur des moments de pratique de présence volontaire et bienveillante à l'instant présent, par la méditation et le yoga, sur des temps de partage d'expérience vécue en séance et sur l'apport d'enseignements. Elle recommande aussi une pratique régulière entre les journées de formation, soutenue par des notes synthétiques et des supports audio. *Formation aux Jardins d'Emergences les 16 mai, 6 et 20 juin (complète).*

Plus d'infos sur <https://ligue-enseignement.be/formations/reduire-le-stress-par-la-pleine-conscience-mindfulness> et sur www.brunogilain.be.

Les conseils de lecture de Bruno Gilain

- KABAT-ZINN Jon. *L'éveil des sens. Vivre l'instant présent grâce à la pleine conscience*, Les Arènes, réédition 2014. Jon Kabat-Zinn y présente de manière étendue et multiple, poétique et inspirante, les fondements de la pleine conscience et de la méditation, les liens avec nos souffrances et le monde, etc. Un ensemble de brefs chapitres pouvant nourrir à chaque fois une méditation.
- KABAT-ZINN Jon. *Où tu vas, tu es. Apprendre à méditer pour se libérer du stress et des tensions profondes, J'ai lu*, 2013. À la suite de *L'éveil des sens*, un livre de référence et d'entrée en matière avec la pleine conscience et la méditation.
- MAEX Edel. *Approcher le stress par la pleine conscience*, De Boeck Supérieur, réédition 2017. Un petit livre très accessible qui revisite les principaux repères et l'enseignement du cycle MBSR d'une manière un peu différente, accessible et pratique. Par un psychothérapeute réputé qui a contribué à la diffusion de la pleine conscience en Belgique.
- KABAT-ZINN Jon. *Au cœur de la tourmente, la pleine conscience*, De Boeck Supérieur, réédition 2023. L'ouvrage de référence des instructeurs MBSR. Un gros volume de 812 pages qui présente de manière « exhaustive » les principes de la pleine conscience, les pratiques enseignées, une partie significative sur le background scientifique venant soutenir cette approche, d'importants développements sur l'ensemble des formes de stress et la manière dont on peut les vivre en pleine conscience.

Cours de FLE: un levier de cohésion sociale

Dans le non-marchand et l'associatif, le mois de mars correspond au temps des rapports. Au secteur interculturel de la Ligue, subsidié par la Commission communautaire française, il s'agit de rendre compte de nos activités en «apprentissage du français et alphabétisation». L'occasion pour nous de dresser le bilan 2024 de nos cours de français langue étrangère, ce bel outil de cohésion sociale à Bruxelles.

Les activités de cours de français langue étrangère (FLE) appartiennent à l'axe 2 de l'agrément Cohésion sociale qui lie la Ligue de l'Enseignement à la COCOF pour une durée de cinq ans, de 2024 à fin 2028. L'évaluation portant sur 2024 a pour objectifs principaux d'informer l'administration de l'évolution de notre projet de cohésion sociale, de justifier de la bonne utilisation des financements publics, tout en vérifiant la mise en œuvre du volume d'actions prévues dans le plan déposé par la Ligue en 2023. Qu'en est-il de cette évaluation? Quels sont les enseignements clés quant à notre public, quelles sont les difficultés de mise en œuvre et, surtout, quelles sont les réussites déployées sur le terrain par notre équipe engagée?

Notre secteur interculturel est composé d'une équipe de cinq formateurs et formatrices en FLE et d'une coordinatrice, et est stabilisé depuis la fin janvier 2024¹. À elle seule, cette équipe couvre huit implantations de cours FLE: deux à la Ville de Bruxelles, deux à Molenbeek, et une à Anderlecht, à Etterbeek, à Schaerbeek et à Saint-Gilles. Les cours et les activités d'appropriation y sont dispensés à raison de neuf heures par semaine, et ce principalement dans des écoles afin de permettre aux parents qui apprennent le français de mieux soutenir la scolarité de leurs enfants. Trois lieux hors écoles

hébergent également nos cours.

Ce projet de cours de FLE existe depuis une vingtaine d'années mais, à l'instar de nombreuses politiques publiques bruxelloises, il a fait l'objet de divers remaniements structurels et formels. Quoiqu'il en soit, le secteur interculturel de la Ligue est bien ancré et reconnu dans le paysage FLE bruxellois. Il est, à cet égard, un observateur pertinent de l'évolution de notre public et des difficultés qu'il traverse.

Un taux de participation fluctuant

Dans le cadre des obligations contractuelles qui nous lient, la COCOF nous a demandé de comptabiliser les présences de nos apprenant-es lors de la semaine du 7 au 11 octobre 2024. Si plus de neuf apprenant-es en moyenne participent aux cours de FLE, cette semaine-là 60% des personnes inscrites en début d'année ont effectivement participé aux cours. Ce comptage met en lumière l'une des grandes difficultés structurelles de nos cours de FLE: la présence à géométrie variable des apprenant-es en raison de leurs nombreuses difficultés socioéconomiques!

Un public en grande difficulté socioculturelle

Les personnes qui s'inscrivent à nos cours subissent un cumul de discriminations: 85% d'entre elles sont en effet des femmes, très souvent «maman solo»; parmi elles, des migrantes, des sans-papiers et des femmes aux revenus extrêmement faibles. Par ailleurs, certaines d'entre elles ont fui la guerre, en Ukraine ou à Gaza. D'autres sont des exilées économiques. D'autres encore viennent simplement tenter une vie où elles pourront être

«La Ligue a développé un partenariat de choix avec l'association Article 27, qui défend activement le droit à la culture pour toutes et tous.»



© Geralt - Pixabay.com

«L'une des grandes difficultés structurelles de nos cours de FLE est la présence à géométrie variable des apprenant·es en raison de leurs nombreuses difficultés socioéconomiques.»»

elles-mêmes et non soumises à des diktats patriarcaux et/ou religieux. Certaines sont en Belgique depuis longtemps, mais elles ont vécu de manière dépendante d'un mari qui travaillait ou d'enfants qui «faisaient» la liaison linguistique pour leurs parents.

La plupart de nos apprenantes sont soumises aux exigences des CPAS et de Fedasil, et elles doivent régulièrement se rendre à des rendez-vous fixés par ces institutions. Autre difficulté pour se rendre aux cours: étant cheffes de familles ou sans proches pour garder leurs enfants, ces femmes privilégient la garde de leurs enfants à domicile lorsqu'ils sont malades, quand l'école est en grève ou en journée pédagogique.

D'autres problèmes de logement, de santé, d'isolement social et d'obligations à accepter des petits boulots pour survivre sabotent consécutivement leur disponibilité physique et mentale nécessaire à tout apprentissage. Car apprendre une nouvelle langue dans un pays d'exil ou d'immigration est exigeant pour tout le monde... Vous le savez bien, si vous aimez voyager ou si vous avez déjà connu l'expatriation! Ici, au cœur de l'Europe, ces personnes qui composent notre public-cible sont souvent victimes de discriminations visibles ou invisibles malgré leur

énergie déployée et elles sont alors renvoyées à une faible estime d'elles-mêmes... Le cercle est vicieux.

Le travail d'une équipe plurielle

Il faut donc énormément de détermination, de patience et de préparation de la part de nos formateurs et formatrices pour transmettre notre langue à un public volatile, pour capter leur attention et leur donner envie de s'accrocher, face à ce difficile exercice d'apprentissage du français. Et comme les cours sont suivis par des apprenant·es au niveau de français inégal, cela crée de l'hétérogénéité et oblige à une très grande adaptabilité de la part du formateur ou de la formatrice, tout en maintenant la dimension collective indispensable à notre projet de cohésion sociale!

Pour ce faire, notre équipe possède des compétences diverses: pédagogie active, gestion d'un groupe hétérogène, créativité, écoute active et bienveillance. Leur personnalité, âge et parcours de vie sont divers et certain·es ont même connu l'exil. Toutes ces aptitudes professionnelles et personnelles sont un atout majeur car notre public a profondément besoin d'être compris, considéré et visible.

Pour assoir les apprentissages de FLE,

le nouvel agrément COCOF impose désormais un tiers d'activités dites «d'appropriation», comme par exemple visiter un musée, aller au cinéma, se déplacer dans le quartier et la ville, connaître les institutions bruxelloises et belges, rencontrer un planning familial, échanger au sein du groupe, se déployer dans une activité extra muros, chanter et écrire, etc. Ici aussi, la liberté pédagogique et didactique est pleinement de mise... Cela peut parfois sembler contraignant aux yeux de l'équipe, mais nous y voyons personnellement ici, en tant que formatrice et coach, une opportunité de faire sortir le groupe de la classe quand il

est en proie à de la fatigue ou, tout simplement, pour le sortir de la routine!

L'offre socioculturelle de la Région de Bruxelles-Capitale est immense et elle ne peut que stimuler notre secteur. En ce qui concerne le volet culturel en particulier, la Ligue a développé un partenariat de choix avec l'association Article 27, qui défend activement le droit à la culture pour toutes et tous².

Malgré les nombreuses difficultés inhérentes à la sociologie de notre public-cible, notre équipe du secteur interculturel de la Ligue est fière de contribuer à une politique de cohésion sociale à Bruxelles. Si les cours de FLE sont un levier essentiel de la politique de cohésion sociale, il reste néanmoins à développer de nouveaux axes de formation et de sensibilisation pour le grand public de notre capitale «zineke», qui participe intégralement à la notion d'interculturalité³!

1. <https://ligue-enseignement.be/education-enseignement/articles/la-ligue/au-secteur-interculturel-une-equipe-engagee-et-creative>
2. <https://bruxelles.article27.be/>
3. <https://ligue-enseignement.be/education-enseignement/articles/la-ligue/le-dialogue-interculturel-outil-de-developpement-social>

La caféine, l'une de nos molécules préférées!

Consommée partout sur le globe, présente dans plusieurs boissons quasi universelles, la caféine fait souvent l'objet de nombreux questionnements scientifiques. Au bout de combien de temps l'effet du café survient-il? Le Coca-Cola et le Red Bull sont-ils très caféinés? Faut-il boire moins de café? La théine est-elle moins excitante que la caféine? Découvrons ici quelques aspects de l'unique psychoactif légal dans le monde entier.

Si nous devions établir un podium des molécules non vitales qui attirent le plus *Homo sapiens*, et auquel il aurait le plus de mal à renoncer, nous y placerions probablement le sucre¹ et l'alcool. Mais aussi, à notre avis, cette étonnante substance, stimulante et euphorisante, qu'est la caféine. Depuis sans doute longtemps, l'être humain a remarqué les propriétés stimulantes de certains végétaux: caféier, théier, guarana, kola, cacaoyer, herbe à maté. Pour les insectes, cette molécule est toxique, d'où, sans doute, l'avantage évolutif qu'elle confère à ces plantes.

Pour les mammifères en revanche, et en particulier chez notre espèce, la caféine possède des effets stimulants recherchés: accélération du rythme cardiaque, dilatation des vaisseaux sanguins (atténuation des maux de tête), augmentation de la capacité mentale et physique, excitation, diminution de la sensation de sommeil, amélioration de l'humeur et de la concentration.

Par infusion à chaud, on obtient les principales boissons contenant de la caféine: café, thé, maté. Des boissons gazeuses avec caféine ajoutée existent également: citons par exemple le Coca-Cola, le Red Bull et le Monster. D'autres produits,

comme de la caféine pure à ingérer, se vendent librement. Notre molécule est donc la seule substance psychoactive légale dans le monde entier. On ne peut en dire autant, bien sûr, d'autres héros au parcours plus sulfureux: cannabinoïdes, cocaïne, amphétamines, alcool, pour citer les plus célèbres.

Quel temps d'absorption?

«Le café agit au bout de quatre heures», entend-on parfois. Il s'agit d'une idée fausse, peut-être due à une confusion avec le temps d'élimination. L'effet du café ou du thé démarre au contraire très rapidement, quelques minutes après la consommation. Le pic de «caféination» de l'organisme sur-

vient après une heure. L'élimination a lieu assez rapidement, avec une demi-vie² de l'ordre de quatre heures chez le sujet moyen. Ceci signifie, *grosso modo*, que la caféine ingérée à 7 heures fait surtout effet en matinée, et que le soir, l'organisme a presque tout éliminé. Ceci explique également qu'on déconseille de prendre un café après 16 heures, car il restera encore un peu de caféine dans l'organisme à l'heure du coucher. Finalement, ces propriétés d'absorption-élimina-

«La caféine est la seule substance psychoactive légale dans le monde entier.»



©Timmypics - Pixabay.com

«Les propriétés d'absorption-élimination de la caféine sont relativement proches de celles de l'alcool: effet très rapide, maximum après une heure, puis élimination en quatre à huit heures environ.»

tion sont relativement proches de celles de l'alcool: effet très rapide, maximum après une heure, puis élimination en quatre à huit heures environ.

Notons, à propos d'alcool, qu'un café bu lors d'un trajet automobile nocturne peut aider à lutter contre le sommeil, mais ne permet pas une élimination plus rapide de l'alcool. Contrairement à une idée reçue, ni le café, ni l'eau, ni rien d'ailleurs, ne permettent de prendre le volant plus rapidement après avoir trop bu. L'association caféine-alcool est d'ailleurs déconseillée.

Potion presque magique ou poison?

L'action quasi miraculeuse de la caféine sur l'être humain, presque aussi fantastique que celle de la potion magique de Panoramix, s'accompagne d'effets pas toujours recherchés: tremblements, effet diurétique, relâchement du sphincter anal notamment. En quantité plus grande, divers effets indésirables plus sévères apparaissent: anxiété, convulsions, tachycardie, troubles du sommeil, etc.

En quantité encore plus élevée, la caféine devient mortelle. Il s'agit donc d'un poison, au sens de la toxicité aiguë. Sa DL50 (dose létale à 50%) est de l'ordre de 150 mg/kg³, ce qui signifie qu'un individu de 70 kg absorbant rapidement (en quelques heures) 10 g de caféine risque fort de décéder. Cette quantité représente 100 espressos, une hypothèse qui peut faire sourire tant elle paraît irréaliste, mais des intoxications existent. Chez l'enfant en particulier, le risque survient plus vite, et devient réel, notamment avec des boissons énergisantes ou de la caféine pure en poudre. L'agence américaine Food and Drug Administration met ainsi en garde contre les dangers de ce produit, mortel après seulement quelques cuillerées⁴.

Du point de vue de la toxicité chronique, c'est-à-dire l'éventuelle survenue de problèmes de santé suite à une consommation régulière, on relève certains dangers au-dessus d'un certain seuil (400 mg par jour chez l'adulte, 100 ou 200 mg chez l'enfant et l'adolescent)⁵: perturbation du sommeil et



de thé; trois litres de Coca-Cola; 800 g de chocolat noir; 2 kg de chocolat au lait⁸⁻⁹.

Ces données montrent que peu de denrées rivalisent avec le café en usage courant: celui-ci reste donc en général la source principale de caféine. Cependant, chez les plus jeunes, la préoccupation vient plutôt des boissons énergisantes. Un enfant de 30 kg ne devrait pas dépasser une cannette de Red Bull ou de Monster par jour, et un adolescent de 60 kg, deux¹⁰.

Notons que le café filtre, moins serré que le café italien mais servi en quantités plus grandes, est une source de caféine aussi abondante, sinon plus, que l'espresso. Pour cette raison, les peuples les plus caféinés du monde sont à chercher non pas du côté de Rome, mais vers Amsterdam, Copenhague et Oslo¹¹. Dans ces régions nordiques (comme chez nous aussi d'ailleurs), on boit couramment trois ou quatre cafés filtre, soit un litre, dans la journée.

Théine et théanine

Contrairement à une idée reçue assez tenace, le thé ne contient pas de «théine», pas plus que les finances de la Belgique ne contiennent des francs belges. La «théine» n'existe plus depuis près de cent ans, depuis que la chimie a établi que cette molécule et la caféine ne font qu'une. Il arrive ainsi parfois que la recherche établisse l'identité de deux concepts, rendant de fait un terme obsolète!

Pourtant, ici, le mot «théine» reste fort utilisé, presque uniquement par des personnes qui vendent ou qui apprécient le thé. Une recherche internet sur le terme «théine» mène surtout vers ce type de sites¹². Les auteurs et autrices, reconnaissant certes que le thé contient de la caféine, expliquent que, en raison de tanins présents dans le thé, la caféine du thé serait absorbée plus progressivement que celle du café. Ainsi, là où le café est «excitant», donne un «coup de fouet», le thé serait «stimulant sans énerver».

Nous n'avons pas trouvé de référence scientifique allant dans le sens de cette explication, pourtant très classique. En revanche, plusieurs études¹³ montrent l'importance de la L-théanine (à ne pas confondre avec la théine!), une molécule à l'effet relaxant, présente dans le thé. Elle contrecarre l'effet excitant de la caféine tout en améliorant son effet sur la concentration sur des tâches intellectuelles, ce qui expliquerait que le thé «stimule sans énerver». Ainsi, conclut l'autrice de cette méta-étude sur les effets psychologiques du thé, chez une personne

buveuse de thé régulière, L-théanine et caféine en quantité modérée forment une combinaison permettant de maintenir un niveau de concentration élevé. Un breuvage assez proche de l'idéal, donc!

1. Ou, pour être chimiquement précis: glucose, fructose et saccharose.
2. Le temps nécessaire à l'élimination de la moitié de la substance par l'organisme.
3. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Caf%C3%A9ine>
4. www.fda.gov/food/information-select-dietary-supplement-ingredients-and-other-substances/fda-warns-consumers-about-pure-and-highly-concentrated-caffeine
5. VERSTER J.C. *Caffeine intake and its sources: A review of national representative studies*, <https://doi.org/10.1080/10408398.2016.1247252>
6. www.anses.fr/fr/content/la-cafeine-nos-conseils-pour-eviter-des-effets-indesirables
7. www.anses.fr/fr/content/la-caf%C3%A9ine-une-substance-pas-si-anodine
8. www.efsa.europa.eu/sites/default/files/corporate_publications/files/efsaexplainscaffeine150527fr.pdf
9. Ces valeurs restent approximatives, puisqu'il existe de nombreuses variations dans les compositions des thés, cafés, chocolats, etc.
10. Ces boissons contiennent d'ailleurs d'autres molécules préoccupantes, à commencer par le sucre.
11. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Caféine>
12. Par exemple, les sites de l'Autre Thé et du Palais des Thés, etc., d'où viennent les citations.
13. BRYAN J. «Psychological effects of dietary components of tea: caffeine and L-theanine», *Nutrition Reviews*, Vol. 66(2):82-90, février 2008.

anxiété, et peut-être cancer, problèmes de santé osseuse et cardiovasculaire, de fertilité masculine. Quant à la question de l'accoutumance, elle reste débattue⁶.

La modération est donc conseillée pour la consommation de café, de thé, de boissons énergisantes, et la vigilance est de mise dans un certains nombres de cas: enfants et adolescents, femmes enceintes, effort physique par forte chaleur, combinaison alcool-café, personnes avec certaines maladies – insuffisance rénale, maladie cardiovasculaire. La petite molécule sélectionnée par l'évolution pour tuer les insectes n'est donc pas tout à fait anodine pour nous, les mammifères⁷...

Combien de tasses de café, de verres de Coca?

Traduisons la limite de consommation de caféine chez l'adulte en termes de boissons courantes: 400 mg de caféine, c'est environ quatre ou cinq espressos; 90 cL de café filtre (quatre tasses); un peu plus d'un litre de Monster; 1,25 L de Red Bull; deux litres

activités

Les régionales de la Ligue proposent...

...des formations, des animations, des ateliers, pour adultes et enfants et diverses visites guidées.

Régionale de Charleroi

(à la Maison de la Laïcité)

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Charleroi

Rue de France, 31 à 6000 Charleroi

Tél.: 071/53.91.71 - Fax: 071/53.91.81

Courriel: pascale.modolo@laicite.net

Régionale du Hainaut occidental

(à la Maison de la Laïcité)

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Tournai

Rue des Clairisses, 13 à 7500 Tournai

Tél.: 069/84.72.03 - Fax: 069/84.72.05

Courriel: leep.tournai@gmail.com

Régionale de Liège

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Liège

Boulevard de la Sauvenière, 33-35, 4000 Liège

Tél.: 04 / 223 20 20

Régionale du Luxembourg

Renseignements et inscriptions:

LEEP Luxembourg

Rue de Sesselich, 123 à 6700 Arlon

Tél.: 063/21.80.81 - Fax: 063/22.95.01

Courriel: ateliersartligue@gmail.com

www.ateliersartligue.be

Régionale Mons-Borinage-Centre

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Mons

Rue de la Grande Triperie, 44 à 7000 Mons

Tél/Fax: 065/31.90.14 -

Courriel: leepmonsbor@yahoo.fr

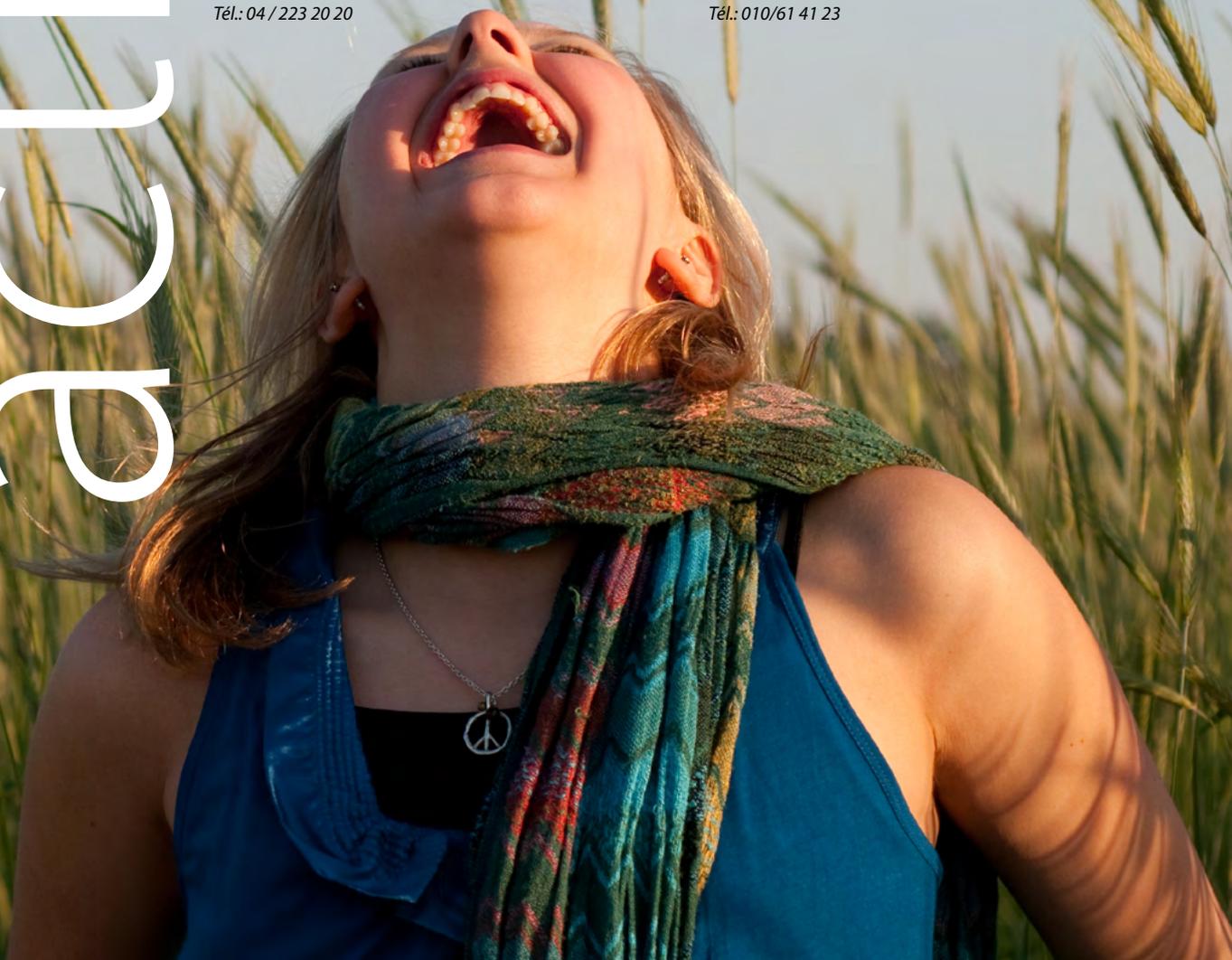
Régionale du Brabant wallon

Renseignements et inscriptions:

LEEP du Brabant wallon

Avenue Napoléon, 10, 1420 Braine-l'Alleud

Tél.: 010/61 41 23



Pour nous contacter

Secrétariat communautaire

Rue de la Fontaine, 2
1000 Bruxelles
Tél.: 02 / 511 25 87 ou 02 / 512 97 81
Fax: 02 / 514 26 01
N° de compte: BE19 0000 1276 64 12
e-mail: info@ligue-enseignement.be
Site: www.ligue-enseignement.be

Président Roberto Galluccio
Trésorier général Renaud Loridan
Directeur Patrick Hullebroeck
Assistante
Cécile Van Ouytsel

Assistante
Mariève Tétart
Comptable
Jonathan Declercq

Permanent-es du secteur Communication - Internet
Marie Versele
Marie-Françoise Holemans
Timothé Fillon
Mise en page Éric Vandenheede

Permanent-es du secteur Formation
Audrey Dion
Éric Vandenheede
Amina Rafia
Adélaïde Dupuis
Loïc Pannequin

Responsable du secteur Interculturel
Sophie Fétu

Formateur-rices du secteur Interculturel
Hanane Cherqaoui Fassi
Véronique Léonard
Jacques Martel
Françoise Santos
Pauline Laurent
Hossein Malekian

Projet européen
Timothé Fillon

Responsable de la revue Éduquer
Marie-Françoise Holemans

Secrétariats des sections régionales

Régionale du Brabant wallon
Présidente Yolande Mendes da Costa
Avenue Napoléon, 10
1420 Braine-l'Alleud
Tél.: 010 / 61 41 23

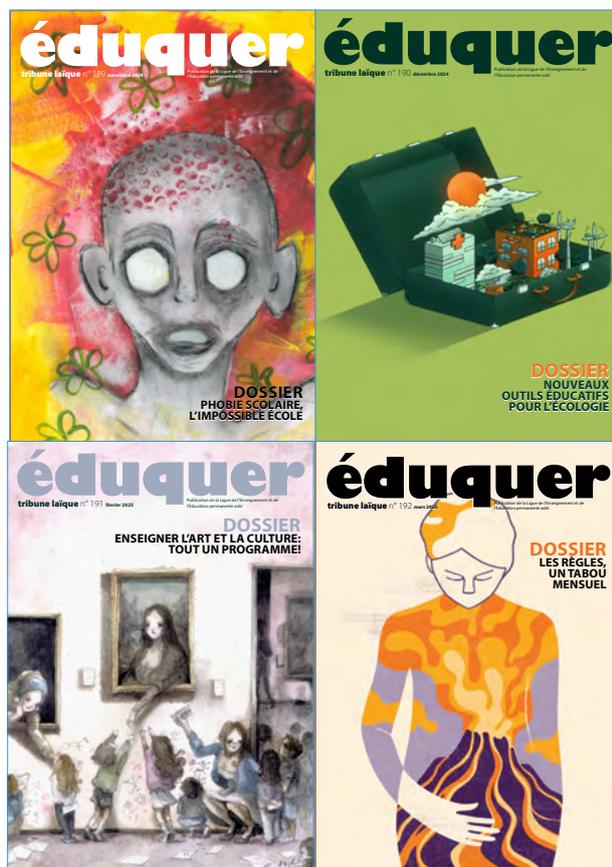
Régionale de Charleroi
(à la Maison de la Laïcité)
Présidente Maggy Roels
Rue de France, 31
6000 Charleroi
Tél.: 071 / 53 91 71

Régionale du Hainaut occidental
(à la Maison de la Laïcité)
Président Stéphane Huez
Rue des Clairisses, 13
7500 Tournai
Tél.: 069 / 84 72 03

Régionale de Liège
Président Thomas Herremans
Boulevard de la Sauvenière, 33-35
4000 Liège
Tél.: 04 / 223 20 20

Régionale du Luxembourg
Présidente Michelle Baudoux
Rue de Sesselich, 123
6700 Arlon
Tél.: 063 / 21 80 81

Régionale Mons-Borinage-Centre
Président Guy Hattiez
Rue de la Grande Triperie, 44
7000 Mons
Tél.: 065 / 31 90 14



Éduquer

Vous êtes enseignant-e, directeur-trice
d'école, parent ou tout simplement
intéressé-e par les questions
d'éducation et d'enseignement?
Retrouvez, **chaque mois**, les
informations sur l'actualité de
l'enseignement sélectionnées pour
vous par la Ligue et des analyses
approfondies sur les questions
éducatives!

Abonnez-vous à notre revue

Rendez-vous sur notre site:

www.ligue-enseignement.be

Cotisation et don 2025

Si vous n'avez pas encore payé votre cotisation **2025** merci de le faire dans les meilleurs délais. La cotisation **2025** est de **25€** minimum.
À verser sur le compte: **BE19 0000 1276 64 12** de la Ligue de l'Enseignement et de l'éducation permanente, asbl, rue de la Fontaine, 2 - 1000 Bruxelles. Communication: cotisation ou don 2024.
Pour toute information concernant le suivi de votre affiliation, veuillez nous contacter au **02/512.97.81** ou **info@ligue-enseignement.be**

Avec le soutien de la



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



culture.be



éduquer

tribune laïque

périodique mensuel

Numéro 193
avril 2025
2,5 €

Éditeur responsable
Roberto Galluccio
Rue de la Fontaine, 2
1000 Bruxelles
Tél: 02 / 511 25 87

Bureau de dépôt: **Bruxelles X**

La Ligue de l'Enseignement et de
l'Éducation permanente, asbl
Siège social:
Place Rouppe, 29
1000 Bruxelles
BCE 0403519010 / RPM de Bruxelles
BE19 0000 1276 64 12
Tél: +32 (0)2/512.97.81
info@ligue-enseignement.be
www.ligue-enseignement.be

La Ligue
de l'Enseignement
et de l'Éducation permanente asbl

Avec le soutien de la



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



culture.be